SERVICE JURIDIQUE - ASSEMBLEES

PROCES-VERBAL

Conseil d®partemental du 22 juin 2026

www.nievre.fr

Publié le 21 septembre 2026
Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre

NIÈVRE le département

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

Ordre du jour
Réunion du lundi 22 juin 2026

Un département qui prend soin de tous à tout âge		
1	**CONVENTION 2025-2028 DE COOPÉRATION ET D'ENGAGEMENTS PARTAGÉS POUR LE SOUTIEN A L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES OU VIVANT AVEC UN HANDICAP ET LEURS AIDANTS** Le rapport vise à approuver la signature de la convention 2025-2028 relative aux engagements partagés pour le soutien à l'autonomie des personnes âgées ou vivant avec un handicap, ainsi que de leurs aidants.	**Justine GUYOT**
2	**SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE 2026-2030** Le présent rapport vise à adopter le schéma départemental de l'autonomie 2026-2030.	**Justine GUYOT**
3	**INFORMATION DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL CONCERNANT LES DÉCISIONS ET ACTES PRIS EN 2025 DANS LE CADRE DE SA DÉLÉGATION EN MATIÈRE DE FIXATION DE TARIFS DE LOYER ET DE CONCLUSION ET DE RÉVISION DE LOUAGE DE LOCAUX POUR UNE DURÉE N'EXCÉDANT PAS DOUZE ANS** Le présent rapport a pour objet de rendre compte au Conseil départemental des actes qui ont été pris en 2025 dans le cadre des délégations accordées au Président au titre de la gestion du patrimoine immobilier du Département.	**Alain HERTELOUP**
4	**POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES** Le présent rapport propose le maintien à l'identique de la composition du comité social territorial à l'issue des élections professionnelles, un dispositif de revalorisation du régime indemnitaire des agents de la collectivité, des créations et modifications de poste en cohérence avec les besoins et l'organisation des services. Les propositions sont sans incidence budgétaire à ce stade.	**Joëlle JULIEN**
Un département qui met la jeunesse au cœur de son renouveau		
5	**MISE EN PLACE DE DISTRIBUTEURS DE PROTECTIONS HYGIÉNIQUES AU SEIN DES COLLÈGES** Ce rapport a pour objet la mise en place de distributeurs de protections hygiéniques au sein des collèges dès la rentrée scolaire de septembre 2026.	**Wilfrid SEJEAU**
Un département qui pilote les changements écologiques		
6	**APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC TERANA AFIN DE MODIFIER LA CLEF DE RÉPARTITION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DES MEMBRE** Le présent rapport a pour objet de valider la convention constitutive modifiée du Groupement d'Intérêt Public TERANA afin d'acter les contributions financières membres pour que le groupement d'intérêt public assure les missions de service public telles que définies dans la convention d'objectifs entre les départements et le groupement d'intérêt public.	**Thierry GUYOT**

Hors classement		
7	**DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE - POUR UNE DÉMOCRATIE DE L'ENGAGEMENT** Depuis 2021, le Conseil départemental a engagé une démarche de dialogue citoyen visant à associer davantage les habitants à la définition des politiques publiques. Face aux défis démographiques, sociaux, économiques et environnementaux qui traversent la Nièvre, cette démarche a démontré que l'écoute des habitants, la construction collective des réponses et le suivi des engagements permettent de renforcer la cohésion territoriale et de produire des actions plus adaptées aux réalités du terrain. Le présent rapport propose de faire de la démocratie de l'engagement un pilier durable de l'action publique du Conseil départemental.	**Fabien BAZIN**
8	**RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES 2025** Le rapport d'activité des services rend compte de l'activité des directions et de leurs services au titre de l'année 2025.	**Joëlle JULIEN**

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA NIÈVRE

RÉUNION DE LA SESSION DU

22 JUIN 2026

Présidence de M. Fabien BAZIN

———

Le 22 juin 2026, Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux de la Nièvre se sont réunis dans les locaux du Conseil départemental, sous la présidence de M. Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental. Le secrétaire de séance nommé est M. Jérôme MALUS.

La séance est ouverte à 14 h 05.

DISCOURS DU PRÉSIDENT

M. le Président : Chers collègues, on va commencer cette session. On a le quorum. On a un certain nombre de pouvoirs. Les voilà : Jocelyne GUÉRIN à Michel MULOT, Patrice JOLY à Michèle DARDANT, Stéphanie BÉZÉ à Alain HERTELOUP… J'ai l'impression, Jean-Luc, que je n'en ai pas du tout, chez vous, de pouvoir… OK. Si vous m'y autorisez, on les lira en cours de session.

Il faut encore un petit peu bosser, Jean-Luc, pour désigner un secrétaire de séance (ou une), parce que c'est Séverine BERNARD qui avait œuvré la dernière fois.

M. GAUTHIER : Jérôme MALUS, Monsieur le Président.

M. le Président : Jérôme MALUS, qui ne cache pas sa joie…

On a trois motions qui ont été déposées, évidemment… Alors, il y en a une sur la Poste, de mémoire, sur l'impossibilité de cumul du dispositif d'accompagnement d'aide d'État destiné aux étudiants en médecine… On n'entend pas ? Est-ce qu'on peut monter un peu le son ? Avec la clim, ce n'est jamais trop bon, mais enfin en même temps on ne va pas couper la clim. Ce serait mal vu… malvenu. Ça va, comme ça ? On est bon ?

Bref, une motion sur la Poste, puisque ça bouge, il y a des inquiétudes sur la signature du contrat entre la Poste et l'État. Une seconde sur l'impossibilité de cumul des aides de l'État pour les étudiants en

médecine avec les aides attribuées par les collectivités, ce qui est notre cas. C'est assez surprenant. Et une troisième sur le gel de la dotation de soutien à l'investissement des Départements. On voit bien que les élections sénatoriales sont pour bientôt, parce que ça ne concerne pas la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Il nous faut approuver le procès-verbal de la session budgétaire des 13 et 14 avril. Est-ce qu'il y a des commentaires ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? Des oppositions ? Non plus.

Le procès-verbal de la session des 13 et 14 avril 2026 est adopté à l'unanimité.

M. le Président :

Je rappelle la phrase « magique » et on compte sur la vigilance de chacune et de chacun : les Conseillers départementaux qui sont présidents ou membres d'un conseil d'administration d'associations ou d'organismes concernés par une délibération ne prennent pas part au vote.

Je salue d'emblée tous ceux qui ont pris place dans les bancs du public, alors de manière très générale, parce que si je commence à dresser une liste, je vais forcément en oublier, mais la représentante de l'État est juste en face de moi, le Directeur général du GHT, le nouveau Directeur territorial de l'ARS, qui peut peut-être se lever – pas encore sous vos applaudissements, on le verra à l'usage *(Rires et applaudissements.)* Vous avez de la chance, ils n'ont pas tous été traités comme ça, je peux vous dire. Et puis tous les autres, la Directrice générale de la sauvegarde, le Directeur général de l'Adapei, enfin ceux que j'entraperçois et qui sont tous là, parce que nous allons notamment regarder la mise à jour du schéma de l'autonomie.

Quelques mots pour ouvrir cette session, et malheureusement pas dans la joie et la bonne humeur, parce que trois de nos agents nous ont quittés de manière très brutale ces derniers temps. Il s'agit de Stéphane ROBERT-GAUDARD du Centre d'exploitation routière de Prémery, de Fabien JEANZAC du collège de Château-Chinon, et de Pierre-Édouard WOJCIENSZYNSKI, du Centre d'exploitation routière de Varennes-Vauzelles. Évidemment, vous le savez, nos agents consacrent beaucoup d'énergie à la fois au service de la collectivité et au service des usagers, et j'imagine que tout le monde se joint à cette parole pour leur adresser en notre nom à tous nos plus sincères condoléances, et je vous demande évidemment de respecter une minute de silence, s'il vous plaît.

Les Conseillers départementaux respectent une minute de silence.

Je vous remercie.

Alors, avant d'ouvrir la séance, parce que les pouvoirs sont arrivés : Patrick BONDEUX donne pouvoir à David VERRON (c'est dans le désordre), Pascal DE MAURAIGE à Marie-France DE RIBEROLLES, Christophe DENIAUX à Anouck CAMAIN, et enfin Anne-Marie CHENE à Franck MICHOT.

Bien sûr, mes chers collègues, avant d'aborder l'ordre du jour de cette session, il nous faut dire un mot de l'épisode de canicule que connaît actuellement notre département, comme une très très large partie de la France. Ces températures exceptionnelles sont l'un des effets les plus visibles du réchauffement climatique. Elles nous rappellent que celui-ci n'est plus une hypothèse lointaine, mais une réalité concrète, tangible, qui affecte déjà nos conditions de vie, notre santé, nos infrastructures, notre agriculture et l'ensemble de nos politiques publiques. L'ARS nous recommande d'ailleurs (j'en profite) de boire pour les hommes 2,5 litres d'eau et pour les dames, 2 litres. Et il faut boire avant d'avoir soif. Donc, n'hésitez pas à vous servir.

Face à cette situation, bien sûr, le Conseil départemental a pris plusieurs mesures de protection pour nos agents, pour les usagers de ses services, en activation d'un protocole, alors qui a toujours des couleurs écarlates (il est donc rouge), permettant notamment le télétravail lorsque c'est possible, l'arrêt des activités de chantier à midi, pour les routes et les bâtiments départementaux, l'adaptation, bien sûr, de l'organisation des services accueillant du public, avec un maintien de l'accueil téléphonique et la poursuite de l'activité dans nos centres de santé qui sont climatisés. Des aménagements ont été décidés sur le canal du Nivernais, avec une suspension de la navigation l'après-midi.

Mais au-delà de l'urgence, cet épisode nous rappelle surtout combien l'anticipation est devenue nécessaire. Le réchauffement climatique, les tensions sur l'eau, le vieillissement de la population, sont des transformations profondes. Elles s'annoncent progressivement, mais elles finissent par modifier en profondeur l'organisation de toute une société. Elles appellent des réponses nouvelles construites avec toutes et tous dans le dialogue. Le vieillissement de la population, qui nous occupera pour partie aujourd'hui, est précisément l'une de ces transformations. Nous avons longtemps considéré cette question comme un sujet relevant essentiellement de la santé ou de l'action sociale, nous savons aujourd'hui qu'elle touche en réalité à tout : au logement, aux mobilités, à l'aménagement du territoire, à l'organisation des solidarités, à la place des aidants, à l'attractivité des métiers du soin et, au fond, à la manière dont nous voulons vivre ensemble. Les chiffres sont connus : d'ici 2050, la France comptera 5 millions de personnes âgées supplémentaires, près de 740 000 personnes supplémentaires pourraient être confrontées à une perte d'autonomie, et si nous conservions les modes d'accompagnement actuels, qu'il faudra, toutes choses égales par ailleurs, faire évoluer, il faudrait créer 365 000 places

supplémentaires en établissement et recruter jusqu'à 200 000 professionnels du lien et du soin.

Ces chiffres disent une réalité qui s'imposera à tous. Nous ne pourrons pas répondre aux défis de demain avec les réponses d'hier. La question du vieillissement n'est pas un sujet sectoriel, elle est devenue l'une des grandes questions sociales, mais aussi démocratiques, auxquelles notre pays devra répondre dans les décennies qui viennent.

Et dans la Nièvre, vous le savez, cette réalité n'est pas une projection, elle est déjà là. Près d'un tiers des Nivernaises et des Nivernais ont aujourd'hui plus de 60 ans. Les projections montrent qu'à l'horizon 2070, une personne sur quatre pourrait avoir plus de 75 ans. Alors, après, avec toutes les limites de ces classements, qui sont des classements statistiques liés à l'INSEE. On peut poser la question : est-ce qu'on est vieux aujourd'hui à 65 ans, est-ce qu'on l'est à 70 ou 75 ? Probablement non, mais néanmoins, le fait que notre pays compte aujourd'hui plus de 30 000 centenaires dit beaucoup sur le sujet du vieillissement.

Les évolutions auxquelles la Nièvre est confrontée aujourd'hui concerneront demain une grande partie du pays. D'une certaine manière, notre département est déjà confronté aux questions que la France devra résoudre dans les prochaines décennies – on l'a dit. Comment permettre à chacun de vieillir selon ses choix ? Comment préserver l'autonomie le plus longtemps possible ? Comment accompagner les personnes en situation de handicap sans les assigner à une place prédéfinie ? Comment maintenir le lien social dans des territoires où les distances sont parfois importantes ? Comment, enfin, soutenir les aidants qui portent souvent dans l'ombre une part essentielle de l'accompagnement du quotidien ?

C'est à ces questions que tente de répondre le Schéma départemental de l'autonomie pour la période 2026-2030 que nous examinerons aujourd'hui.

Je voudrais remercier, bien sûr, Justine GUYOT, Vice-Présidente en charge de ces sujets, pour le travail qu'elle a conduit depuis de nombreux mois en lien avec les services du Conseil départemental. Ce schéma n'est pas le document d'une seule institution, c'est le résultat d'un travail conduit avec l'ensemble des acteurs de l'autonomie, les professionnels, les associations, les élus, les établissements et tous ceux qui accompagnent chaque jour les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap et, bien sûr, leurs proches.

Lorsque nous avons engagé ce travail, nous avons fait un choix : ne pas parler de dispositif, de structure ou de l'organisation administrative. Nous avons choisi de partir des personnes, des parcours de vie et de cette aspiration que nous entendons tous : « Je veux pouvoir continuer à vivre selon mes choix, quel que soit mon âge, quel que soit mon handicap, quelle que soit la commune où j'habite. » Cette approche

n'est pas seulement une méthode, c'est une vision de la société. Une société qui accompagne sans décider à la place, une société qui protège sans enfermer, une société qui continue de reconnaître à chacun sa capacité d'agir, de choisir et de participer. Alors, évidemment, parce qu'on ne peut pas s'en passer, mais c'est aussi une réalité, cette ambition a également une traduction budgétaire très concrète, très puissante. Je vous rappelle quelques chiffres : en 2024, c'est 94,3 millions d'euros qui sont consacrés aux politiques de l'autonomie. Pour se donner un ordre d'idées, cela représente plus de 40 % de notre budget des solidarités, et plus d'un quart des dépenses de fonctionnement de notre collectivité. Depuis 2021 – encore, il faut le noter –, cet effort a progressé de 15 %. C'est considérable. Dans le même temps, les dépenses de solidarité ne sont pas compensées, ou en tout cas elles ne le sont qu'à hauteur de 33 %, par l'État. On mesure le gap qu'il nous reste à franchir.

Les Départements continuent d'assumer l'essentiel de l'effort, alors même que les besoins progressent plus vite que les ressources. Nous continuerons bien sûr à prendre notre part, mais nous savons aussi qu'aucun Département ne pourra relever seul un défi qui concerne désormais l'ensemble de la société française. Il faudra demain une mobilisation nationale à la hauteur de ces enjeux, immenses, et cela suppose enfin que soit donné corps au grand plan « âge » que nous attendons toujours.

Pour autant, nous refusons l'attentisme. Notre responsabilité est d'accompagner les Nivernaises et les Nivernais, d'innover, d'expérimenter et de préparer l'avenir. C'est précisément ce que porte ce schéma, à travers des actions concrètes déjà engagées ou appelées à se développer dans les prochaines années. Pour vous donner quelques exemples, je pense à la maison de retraite Les Colchiques, à Prémery, que connaissent bien Thierry et Blandine, où nous réfléchissons à ce que doit être la maison de retraite d'aujourd'hui et de demain. Un établissement qui doit rester un lieu de vie avant d'être un lieu de prise en charge, ouvert sur son environnement, sur les familles, sur les associations, et bien sûr sur la commune. C'est aussi, et c'est un exemple qui est absolument fameux, ce que nous rappellent des expériences comme celle de Kersalic, à Guingamp. C'est un établissement qui a été réorganisé comme un véritable village, où les résidents sont considérés comme des habitants, distribuent le courrier, fréquentent une épicerie ou un café, s'occupent d'animaux, prennent part aux gestes du quotidien, et conservent ainsi un rôle social, une utilité, une place dans la vie collective. Et la conséquence de tout cela, c'est que les résidents de cette maison de retraite vivent en moyenne dix ans de plus que les résidents d'autres maisons de retraite partout en France. Donc, cela prouve qu'il n'y a pas de fatalité.

C'est une manière de rappeler que l'enjeu n'est pas seulement d'ajouter des années à la vie, mais de préserver ce qui fait la vie, les liens, les

choix, les projets et la place de chacun dans la société. C'est aussi le sens de l'expérience de « Faire compagnie » et du collectif « Mieux vieillir » à Fours, cher Michel, qui montrent que la lutte contre l'isolement se construit autant dans les solidarités locales que dans les politiques publiques. C'est le sens enfin de l'école des métiers du lien et du soin que nous appelons de nos vœux, car nous savons que l'une des grandes batailles des prochaines années sera celle du recrutement, de la qualification et de la reconnaissance de ces professions indispensables.

Cette même volonté d'innover se retrouve dans notre politique en direction des personnes en situation de handicap. La réponse « Accompagner pour tous », le développement de l'habitat inclusif, l'accès au sport, à la culture ou à la citoyenneté poursuivent un objectif commun : permettre à chacun d'exercer pleinement sa liberté de choix et sa place dans la société. Madame la Sous-Préfète l'a découvert ces derniers jours en rencontrant une membre de l'équipe de France de basket fauteuil, et on voit bien que quand on sensibilise des jeunes valides à la pratique d'un sport handi, il considère que c'est tout à fait naturel.

Au fond, ce schéma procède d'une conviction : le vieillissement et le handicap ne doivent pas être traités à part de la société. Ils nous obligent au contraire à repenser collectivement la société que nous voulons construire, et cette manière de construire l'action publique ne vaut pas seulement pour l'autonomie. Elle inspire plus largement la méthode que nous avons choisie depuis le début du mandat : partir de l'expérience des Nivernaises et des Nivernais, prendre le temps de l'écoute et construire des réponses avec eux. C'est cette même démarche que nous retrouvons dans la démocratie de l'engagement inscrite à l'ordre du jour de notre session et devenue au fil des mandats l'une des marques de fabrique de notre collectivité et du Département. Je pense que nous sommes à ce jour la seule collectivité de France qui va délibérer et adopter un rapport sur le sens de la démocratie, la mission première de toute collectivité. Blandine nous en parlera tout à l'heure.

Beaucoup ont longtemps pensé que les institutions produisaient seules les réponses. Nous savons qu'elles ne peuvent plus agir efficacement sans partir de l'expérience vécue. Depuis le début du mandat, nous avons fait le choix d'ouvrir davantage les portes et les fenêtres de l'institution départementale. Elle a commencé, cette démarche, avec « Imagine la Nièvre », s'est poursuivie avec les rencontres dans les cantons, et enfin des consultations thématiques et des débats citoyens, qui ont réuni, et c'est important, plus de 8 500 Nivernais, dont près de 2 000 jeunes. Cette parole, évidemment, n'est pas restée sans suite. À partir des premières rencontres citoyennes, le Département a adopté 30 engagements. Aujourd'hui 28 d'entre eux sont réalisés ou en cours de réalisation.

Cette méthode, nous l'avons ensuite prolongée à travers des débats sur des sujets où l'expérience vécue des Nivernais pouvait directement nourrir l'action départementale. Le débat consacré aux Femmes de la Nièvre, organisé à Coulanges-lès-Nevers, en a fourni une illustration particulièrement forte. Plus de 350 (personnes) ont partagé leurs expériences, leurs difficultés, mais aussi leurs propositions. Et nous réagissons, nous agissons très vite après cette phase d'écoute, en particulier avec l'installation de distributeurs de protections périodiques dans les collèges (on examinera le rapport tout à l'heure), qui constitue donc l'une des premières traductions concrètes de cette rencontre.

Le débat « Protéger les Nivernais : pompiers et citoyens s'engagent », qui a réuni plus de 300 Nivernais, a lui aussi permis de faire émerger des attentes précises. Et là encore, les premières réponses sont aujourd'hui en cours de construction, avec le SDIS, telles que l'aide au permis de conduire pour les jeunes sapeurs-pompiers, ou l'école des chefs de centres. On en reparlera dans une quinzaine de jours, parce que d'autres propositions seront rendues publiques.

Mais au-delà de ces propositions, de ces engagements et de ces débats, l'enseignement le plus important est peut-être ailleurs. Au fil de ces rencontres, nous avons vu une Nièvre qui ne se résigne pas, une Nièvre qui agit, une Nièvre qui est devenue le premier département de France pour les « Territoires zéro chômeur de longue durée » et où près de 300 personnes ont retrouvé un emploi, et on peut se féliciter du vote unanime du Sénat ces derniers jours sur cet important dossier. Une Nièvre où près de 1 200 sapeurs-pompiers volontaires s'engagent chaque jour au service des autres. Une Nièvre où les habitants recréent des commerces de proximité sous forme associative, dossier que connaît bien Jean-Paul FALLET, où les agriculteurs se mobilisent autour de projets coopératifs avec plus de 170 éleveurs engagés dans la création de l'abattoir de Corbigny, comme de l'abattoir de Cosne, où des citoyens participent aussi à la construction de notre stratégie énergétique, et où 47 000 votes (n'est-ce pas, Blandine), ont été enregistrés l'an dernier dans le cadre du budget participatif – c'est considérable.

Au fond, ces démarches nous ont appris quelque chose d'essentiel. Les Nivernais ne demandent pas seulement des réponses, ils demandent à être écoutés, considérés et reconnus. Ils veulent aussi pouvoir contribuer aux solutions, participer aux choix qui les concernent et prendre leur part à la vie de leur territoire. C'est cette capacité d'initiative, d'engagement et d'action que la démocratie de l'engagement entend reconnaître, soutenir et amplifier. Ainsi conçue, la participation n'est pas un supplément d'âme, elle n'est pas non plus un exercice de communication, évidemment, elle devient une manière de construire des politiques publiques. Ici, on décide ensemble (peut-être qu'il faudra installer ces panneaux aux entrées des départements). Cette formule résume sans doute le mieux l'esprit de la démocratie et

de l'engagement que nous avons souhaité faire vivre depuis le début du mandat. En réalité, pour y revenir, le Schéma départemental de l'autonomie et la démocratie de l'engagement racontent un même récit. Ils traduisent une même volonté : partir des personnes avant les dispositifs, partir des parcours avant les procédures, partir de l'expérience vécue avant les réponses toutes faites. À l'heure où beaucoup de nos concitoyens doutent parfois de l'utilité de l'action publique (plus que parfois), cette démarche constitue sans doute notre responsabilité la plus importante : faire confiance à l'intelligence du territoire, faire confiance à celles et ceux qui vivent ici, faire confiance à la capacité des Nivernais à contribuer à l'intérêt général, car dans la Nièvre, si nous n'avons pas toujours tous les moyens que nous souhaitons (c'est clair), nous disposons d'une richesse considérable, l'expérience, l'engagement et la capacité d'initiative des Nivernaises et des Nivernais. C'est cette richesse que nous avons choisi de placer au cœur de notre action, c'est dans cet esprit que je vous propose d'ouvrir nos travaux.

Et je vous remercie de votre attention.

Blandine DELAPORTE.

Mme DELAPORTE : Merci, Monsieur le Président, chers collègues et à vous tous dans le public. Nous nous retrouvons aujourd'hui pour une session relativement courte, mais qui aborde des sujets importants pour notre département. Je pense notamment, vous l'avez rappelé Monsieur le Président, au Schéma départemental de l'autonomie, porté par notre collègue Justine GUYOT, ainsi qu'au rapport d'activité des services du Conseil départemental pour l'année 2025 présenté par notre collègue Joëlle JULIEN. C'est l'occasion de rappeler le rôle essentiel des agents de notre collectivité qui font vivre le service public départemental au quotidien. Par leur engagement, leur professionnalisme et leur sens de l'intérêt général, ils sont aux côtés des Nivernaises et des Nivernais à chaque étape de la vie. Qu'ils interviennent dans les collèges, les centres médico-sociaux, auprès des personnes âgées ou en situation de handicap, dans le domaine des routes, de l'enfance, de l'insertion ou encore de la culture, ils constituent la première richesse de notre collectivité. Présents sur l'ensemble du territoire, au plus près des usagers, ils assurent chaque jour des missions indispensables, souvent avec une exigence constante de qualité du service rendu. Leur action, parfois discrète, et toujours essentielle, permet à notre Département de répondre aux besoins des habitants.

Qu'ils et elles en soient remerciés, je n'ose dire « chaleureusement » en ces temps de canicule.

Cette session sera également l'occasion de mettre en lumière, à travers le rapport consacré à la démocratie participative, une démarche qui évidemment nous tient à cœur, ça a été longuement rappelé par le Président, mais je veux en remettre une petite « couche », celle de la

démocratie de l'engagement, à laquelle les élus de la majorité départementale ont évidemment pris toute leur part en étant à l'écoute des besoins exprimés sur le terrain et en transformant ces échanges en réponses concrètes.

Face aux défis nombreux qui traversent notre société, et qui touchent directement les Nivernaises et les Nivernais, nous avons fait le choix depuis le début du mandat de faire vivre une démocratie plus proche, plus concrète. Une démocratie qui part des réalités du terrain et qui associe davantage nos concitoyens à la construction des politiques publiques. C'est tout le sens d'« Imagine la Nièvre ». Depuis 2021, cette démarche nous a permis de créer des espaces d'échanges et de dialogue sur des sujets qui concernent directement la vie quotidienne des habitants. Avec une conviction simple : les meilleures réponses sont souvent celles que l'on construit collectivement, en mettant autour de la table celles et ceux qui vivent ces réalités chaque jour. La dernière rencontre organisée à Montreuillon autour du thème « Protéger les Nivernais, pompiers et citoyens s'engagent », a mis un coup de projecteur exceptionnel sur l'engagement de nos sapeurs-pompiers volontaires et a rappelé combien celui-ci est précieux pour nous tous.

Quelques mois auparavant, le débat consacré au thème « Être femme dans la Nièvre » avait réuni près de 350 personnes, un moment fort qui a permis de libérer la parole, de partager des expériences et aussi de faire émerger des propositions concrètes. Le Président l'a rappelé, parmi elles, dès la rentrée prochaine, le positionnement de distributeurs de protections périodiques dans les collèges de la Nièvre. C'est une mesure simple, c'est peut-être même pour certains ou certaines d'entre vous une « mesurette », mais c'est une mesure utile qui répond à un besoin réel, qui contribuera à lutter contre ces inégalités économiques, notamment, auxquelles sont confrontées certaines jeunes filles très tôt dans leur vie.

Cette mesure, elle est utile et importante, mais ça n'est qu'une goutte d'eau face à l'ampleur des défis qui sont devant nous. Parce qu'« Imagine la Nièvre », ce n'est pas seulement des réunions et des propositions. C'est aussi l'occasion de discuter, d'échanger sur des sujets qui méritent davantage d'être entendus et mieux pris en compte. Je pense bien sûr aux enjeux liés à la condition des femmes, aux violences sexistes et sexuelles, mais aussi à l'engagement, on l'a rappelé, des sapeurs-pompiers volontaires, ou encore à toutes les questions qui traversent notre société et auxquelles nous devons apporter des réponses. Ces deux sujets, que nous avons d'ores et déjà traités en 2026, l'actualité nous les renvoie en boomerang de façon terrible. À la fois les différentes affaires de féminicides, d'agressions sexuelles, de viols, l'affaire de la petite Lyhanna, et d'autre part cette canicule, qu'on subit tous, et qui met nos services de secours en tension.

À ces sujets essentiels, nous tentons ici d'apporter une réponse collective, ici on décide, on agit ensemble. Et c'est là sans doute l'une des plus grandes richesses de cette démarche. « Imagine la Nièvre »

permet de créer ces espaces de discussion entre acteurs, qui parfois ne se connaissent même pas ou n'ont pas l'occasion de travailler ensemble. Des professionnels, des associations, des institutions, des citoyens, des bénévoles, chacun apporte son expérience, son expertise d'usage et sa connaissance du terrain. Nous avons créé des passerelles, nous favorisons les coopérations et nous faisons émerger des dynamiques nouvelles. Dans un département rural comme le nôtre, cette capacité à faire se rencontrer les acteurs, à croiser les regards et à construire ensemble est essentielle. Parce qu'au fond, la démocratie de l'engagement, ce n'est pas simplement consulter ou recueillir des idées, c'est faire vivre concrètement la participation citoyenne et l'intelligence collective. Et c'est permettre à chacun de prendre part et de contribuer aux défis de notre temps.

Je crois profondément à cette méthode qui part des réalités de terrain et qui fait travailler ensemble les acteurs pour faire de notre Nièvre, une Nièvre plus solidaire, plus forte et plus attentive aux autres.

Je vous remercie.

M. le Président : Merci beaucoup, Blandine DELAPORTE.

J'imagine que Jean-Luc GAUTHIER a un propos introductif ? Allons-y.

M. GAUTHIER : Monsieur le Président, chers collègues, mesdames, messieurs. Quelques mots tout d'abord pour dire qu'effectivement, cette session présente peu de rapports, mais ce n'est pas pour cela qu'ils ne sont pas importants et intéressants. Et nous y reviendrons, notre groupe y reviendra après la présentation de ces derniers.

Quelques mots pour rebondir sur ce qu'il s'est passé depuis la dernière session, parce que d'une session à une autre, il y a bien sûr les rapports qu'on étudie à chaque fois, mais il y a aussi des dossiers qui arrivent, que quelquefois on découvre dans la presse. Alors, un mot aussi tout d'abord pour dire qu'effectivement, la période climatique que nous subissons montre clairement que nous ne sommes pas prêts pour affronter ce changement, qui est maintenant présent, et ce n'est pas faute de nous avoir avertis voilà quelques années, et j'utilise le « nous », je prends pleinement ma part de responsabilité dans cette affaire-là. Nous pensions tous que ce qu'on nous présidait voilà 20 ans n'arriverait pas, et malheureusement nous y sommes et nous n'y sommes pas préparés.

On peut aussi s'interroger malgré tout sur l'évolution de notre société et sur la voie qu'on nous a fait emprunter. Quand je dis « nous », c'est là aussi, quand on est en responsabilité dans des collectivités, lorsqu'on est maire d'une commune qui dispose d'une école et qu'on veut la rénover, on n'aborde la rénovation thermique que par l'aspect, on va dire, de se préserver du froid. Alors, certes, sur une année scolaire, il y a plus de jours où il faut se préserver du froid que de jours où il faut se

préserver de la chaleur, mais il n'empêche, je ne sais pas, je m'adresse à mes collègues qui ont soit un collège soit une école sur leur commune, la situation n'est pas toujours simple à gérer, même très difficile, parce que nous sommes sous la pression des enseignants, qui eux-mêmes sont sous la pression des parents, qui veulent, et c'est naturel, des meilleures conditions pour les enfants qui fréquentent nos écoles.

Alors, on peut se rassurer en se disant que d'ici quelques jours tout s'arrêtera, mais je voudrais simplement quand même vous livrer un ressenti. C'est qu'il y a des arrêtés qui sont pris, quelquefois brutalement. Par exemple, la dernière étape du tour Nivernais-Morvan qui devait arriver à Cercy-la-Tour à midi, a été annulée, alors que la veille ils arrivaient à Saint-Benin-d'Azy et que lorsqu'on interrogeait les coureurs, tous disaient qu'ils voulaient en découdre pour terminer cette épreuve, parce qu'ils s'y sont préparés. Certes, c'était un effort important à fournir et l'organisation avait pris certaines mesures pour raccourcir l'étape et fait en sorte qu'il n'y ait pas de difficultés. On voit aussi, à Saint-Benin-d'Azy, on a une piscine municipale, et on se dit, dans ces périodes chaudes, on peut emmener nos bambins à la piscine. Eh bien non. Non, parce que l'État n'ayant qu'un seul objectif, c'est le principe de précaution, a dit : « On ne met pas nos enfants dans nos piscines. » Ces mêmes bambins qui dans quelques semaines, alors qu'ils seront en vacances, iront à la piscine et ça ne froissera personne. Je crois qu'il faudrait qu'on revienne à un peu de bon sens pour nous accompagner, nous autres les élus, qui disposons d'une école ou d'un collège sur nos territoires, pour qu'on ne soit pas « coincés » et sans solution. Donc, c'était une réflexion que je voulais vous faire partager.

Derrière ce changement climatique, il y a bien sûr la question de la ressource en eau. Parce que si les choses continuent ainsi, inévitablement nous connaîtrons des restrictions qui seront encore plus précoces que l'année précédente et nous devrons essayer de nous adapter. Je vous parle de l'eau parce que voilà quelques semaines, nous avons entendu à nouveau parler de l'étude HMUC et je suis certain que vous répondrez peut-être à mes propos. Alors, HMUC, pour ceux qui ne sont pas initiés – et ce n'est surtout pas péjoratif, de ne pas être initié –, cette dénomination, cela veut dire « hydrologie, milieux, usages et climat ». La question que je vous pose, Monsieur le Président, c'est pourquoi le Conseil départemental de la Nièvre s'est emparé de ce sujet. Je crois que c'est d'ailleurs le seul Département en France à avoir pris cette initiative, qui est certes financée, mais par de l'argent public, à hauteur de 500 000 euros, et qui finalement aboutit à un échec, on peut le dire, que vous devez assumer seul.

Vous avez, l'un et l'autre, beaucoup employé le mot « ensemble ». Nous nous appelons « La Nièvre ensemble », nous en sommes ravis, bien entendu, mais utiliser ce mot « ensemble », c'est une chose, l'appliquer réellement en est une autre. Je vous demande pourquoi vous n'avez pas souhaité nous associer, nous les membres de l'opposition, à

cette étude. Non pas parce que nous avons la science infuse et parce que nous avons réponse à toutes les questions, mais parce que nous sommes aussi nivernais et nous avons aussi quelques expériences à vous faire éventuellement partager, ou à mettre en partage dans l'objectif d'atteindre les objectifs que nous devons avoir en ligne de mire, qui sont donner de l'eau à toutes celles et tous ceux qui en ont besoin. C'est-à-dire à tous. Parce que l'eau, c'est la vie. Ce n'est pas que l'agriculteur qui vous parle là, parce qu'évidemment, j'ai besoin d'eau pour mes animaux, mais c'est aussi celles et ceux qui vivent du tourisme et c'est aussi celles et ceux qui travaillent et qui ont besoin d'avoir accès à l'eau.

Alors, il a fallu l'annonce d'une manifestation par une grande partie des agriculteurs, ici devant les grilles du Conseil départemental, pour que vous envisagiez de faire marche arrière, et que la partie agricole soit retirée de cette étude HMUC. Il est vrai que votre vision était quand même particulière, j'allais dire biaisée, sectaire, idéologique. Parce que, lorsqu'on n'envisage la politique de l'eau que par le seul biais de réduire de 60 à 70 % les consommations d'eau, automatiquement, on réduit de même nature, de même montant, de même valeur, les activités qui ont besoin d'eau. Moins 60 à 70 % d'eau, c'est du cheptel en moins dans notre département, et je ne sais pas comment on peut faire pour faire vivre des animaux sans eau. Ce n'est pas que l'agriculture, c'est le tourisme, je vous l'ai dit, et c'est l'économie d'une façon générale.

L'eau est un enjeu majeur et je souhaite que l'État reprenne la main sur ce sujet-là, sur ces études-là, parce qu'elles sont utiles et nécessaires et que toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par cette politique de l'eau, et qui sont en responsabilité, puissent être représentés et associés à ces études.

Alors, il y a une chose dont vous ne voulez pas entendre parler, c'est le stockage. Et pourtant, et pourtant, ce n'est pas un problème de ressource. Alors, je vois que vous n'opinez pas du chef, mais dans cette étude, rien n'était envisagé pour le stockage. Le stockage de l'eau, tout de suite on va parler de « super-méga-bassines ». Ce n'est pas cela. Le stockage de l'eau, c'est d'abord prendre soin des cours d'eau et aussi prendre soin des plans d'eau qui existent. Et vous avez des partenaires, nous avons des partenaires qui sont tous prêts à prendre la main qu'on pourrait leur tendre. Je pense aux propriétaires d'étangs qui connaissent toutes les difficultés du monde pour faire vivre et entretenir leurs étangs. Nous sommes en période, et nous allons connaître, avec le réchauffement climatique, des températures de plus en plus fortes et de plus en plus précocement. Cela veut dire que nos territoires où il y a de la forêt seront en risque important au niveau de l'incendie. Pour éteindre des incendies, il faut de l'eau. Pourquoi ne pas nouer des partenariats avec des propriétaires d'étangs pour qu'ils puissent donner accès aux sapeurs-pompiers de façon efficace, que ces plans d'eau soient véritablement entretenus et que les volumes d'eau ne soient pas en diminution constante, mais plutôt en quantité satisfaisante ? Je crois

qu'il y aurait là un geste important à faire envers celles et ceux qui sont propriétaires d'étangs et tout le monde a à y gagner.

Et puis, il y a le canal du Nivernais. Nous avons tous vu que le canal latéral à la Loire a été fermé quelques semaines, entre Dompierre-sur-Besbre je crois et Ars, peut-être, je ne sais plus exactement. Il ne faut pas croire que par magie, par enchantement, cela n'arrivera jamais sur le canal du Nivernais. Ce canal du Nivernais, c'est un joyau, vous le savez, vous le dites et nous avons en partage cette analyse-là, et en plus, de par sa situation, importante pour le développement du tourisme, il crée un lien entre le Val ligérien et le Morvan. L'eau réunit les hommes, crée des relations, et ce canal du Nivernais est sans doute un outil qui peut nous permettre de mettre toutes les Nivernaises et tous les Nivernais d'accord sur le développement harmonieux et partagé sur le territoire. Il faut se préoccuper du sujet, parce que le barrage de Pannecière, le lac de Pannecière, qui est aujourd'hui destiné principalement à cette alimentation-là, pourrait demain être détourné pour d'autres usages, contre lesquels nous aurions du mal à lutter, parce que s'il s'agit de la survie des êtres humains, il sera difficile de s'y opposer. Donc, nous appelons de nos vœux une reprise en main par l'État de cette politique de l'eau, avec un partenariat évidemment avec le Conseil départemental, qui a toute sa place. Il ne s'agit pas d'évacuer, de sortir le Conseil départemental de cette étude, de ce travail, mais l'État doit reprendre la main sur ce sujet.

On parlait d'agriculture, enfin je parlais d'agriculture : un mot sur le Salon international de l'agriculture. Nous avons reçu dans les communautés de communes un courrier cosigné par vous-même, Monsieur le Président, et le Président de la Chambre d'agriculture, nous invitant à réfléchir à la possibilité d'avoir un stand sur le salon de l'agriculture 2027. C'est une bonne chose, je crois que ça manque à notre territoire. Et en tout cas, il faut travailler (je sais que le travail est en cours) sur ce que l'on va mettre dans ce stand et que surtout, celles et ceux qui vont payer soient celles et ceux qui décident. Autrement dit, le Conseil départemental de la Nièvre, contrairement à d'autres Départements, ne finance pas totalement ce stand. C'est un regret. Alors, on peut toujours dire que le développement économique, puisque c'est du développement économique d'aller au salon de l'agriculture, est à la charge des communautés de communes. Les communautés de communes, vu le montant qui leur est demandé, vont participer, mais je crois que dans la répartition des rôles et dans la représentation de tous les territoires, il faudra être vigilants à ce que tout le monde soit bien associé. Et se dire aussi que ce n'est pas simplement « un coup pour voir », que ça doit s'inscrire dans la durée et qu'on pourra mesurer les fruits de cette présence de par une présence régulière, et en tout cas chaque année, bien évidemment.

Nous avons eu l'occasion, Monsieur le Président, avec quelques collègues, de participer à l'Observatoire des dynamiques rurales et

territoriales, l'ODRT, qui comme son nom ne l'indique pas, traite de l'avenir de l'école d'ici 2035. Là aussi, et vous avez parlé de la démographie tout à l'heure, en disant que la population nivernaise vieillissait. Donc, si on a une population nivernaise qui vieillit, et une démographie qui baisse, il est aisé de comprendre que le nombre de bambins à scolariser est lui aussi en diminution. Cela ne réjouit personne, strictement personne, mais ça nous oblige à travailler et à prévoir l'école de demain, pour reprendre un terme que vous aimez utiliser. L'école de demain, pour faire en sorte que l'avenir de nos bambins soit le meilleur possible.

On voit poindre un certain nombre d'études qui montrent que le niveau scolaire de nos enfants a plutôt tendance à diminuer par rapport aux pays qui nous entourent. Ça doit être l'objectif principal de faire en sorte de regravir un certain nombre d'échelons. En tout cas, on ne peut pas aborder ce sujet-là si on ne tient pas compte du réel. C'est ce que je vous ai dit, et vous m'avez répondu, Monsieur le Président, que j'étais pessimiste. Tenir compte du réel n'est pas être pessimiste. Nous devons nous interroger, même si je partage l'idée que fermer une école, ou un collège dans un milieu rural n'a pas du tout le même impact que fermer une école ou un collège dans un milieu urbain. Pas le même impact pour les familles, pas le même impact pour les enseignants. Et bien sûr que l'on doit travailler à une exception rurale sur ces dossiers-là, mais nous devons aussi nous interroger sur l'avenir de nos enfants. Est-ce que c'est une bonne chose pour nos enfants de fréquenter un collège composé de quelques dizaines d'élèves ? Est-ce que c'est raisonnable de demander à des enseignants d'être obligés de parcourir chaque jour tout le département pour se construire un emploi du temps, quelquefois jusqu'à trois collèges. Est-ce que c'est raisonnable de mettre nos enfants dans des classes à multi-niveaux ? Alors, cet ODRT a permis de répondre au moins à une de ces questions par l'intervenante qui nous a dit qu'il n'y avait pas de différence de niveaux pour des enfants qui étaient évalués, qui fréquentaient des écoles à multi-niveaux, ou des écoles à niveaux partagés. C'est une bonne chose. Moi, je n'ai pas de réponse à toutes ces questions, et je ne suis pas en train de vous dire que la Nièvre ensemble veut fermer des collèges ou veut fermer des écoles. Personne ne veut cela. Mais gérer, c'est prévoir. Et on ne peut pas attendre que l'inéluctable arrive pour prendre des décisions.

Donc, voilà ce que je voulais vous dire en préambule. Vous dire que faire de la politique, c'est bien entendu écouter celles et ceux pour qui nous nous sommes engagés, mais c'est aussi de faire des choix courageux et de les assumer. Parce que la démocratie qui règne dans notre pays nous donne l'occasion d'être remis en cause à durée régulière, pour nous c'est tous les 6 ans, et si les actions que nous avons annoncées et que nous menons ne sont pas appréciées, nos concitoyens ont la possibilité de nous dire « Rentrez chez vous, messieurs-dames, nous allons donner la chance à d'autres ». Tout cela pour dire que la

démocratie participative, c'est important, mais nous sommes là aussi pour faire de la politique et prendre des décisions.

Je vous remercie.

M. le Président :

Très bien, merci. Juste pour parfaire votre intervention, cher Jean-Luc. Il y a une dizaine de Départements qui sont engagés dans l'étude HMUC, donc on n'est pas les seuls, premièrement. Deuxièmement, c'est suite à une réunion de travail avec les représentants de la profession qu'on a choisi de retirer la partie agricole de l'étude. Troisièmement, aujourd'hui on a l'accord de principe de la Chambre d'agriculture, qui représente tous les agriculteurs de ce département, pour reprendre cette dernière partie. Donc, on est totalement à l'aise là-dessus, et j'espère que je vous rassure de ce point de vue-là.

Bien. On va rentrer dans l'ordre du jour, si tout le monde en est d'accord. Et Justine GUYOT va « faire feu de tout bois », d'abord avec un élément formel de convention, et ensuite, bien sûr, avec le Schéma départemental de l'autonomie pour la période 2026-2030.

RAPPORT N° 1 :

CONVENTION 2025-2028 DE COOPÉRATION ET D'ENGAGEMENTS PARTAGÉS POUR LE SOUTIEN À L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES OU VIVANT AVEC UN HANDICAP ET LEURS AIDANTS

Mme GUYOT :

Monsieur le Président, chers collègues, chers partenaires institutionnels présents dans le public, et acteurs associatifs du médico-social. Bonjour à toutes et à tous.

Aujourd'hui, il s'agit de valider la signature de la convention 2025-2028 relative à la coopération entre la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, autrement appelée la CNSA, l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté, le Département de la Nièvre et la Maison départementale des personnes handicapées, autrement appelée MDPH, et leurs engagements partagés pour le soutien à l'autonomie des personnes âgées ou vivant avec un handicap, sans oublier bien sûr leurs aidants.

Cette convention marque une étape importante dans la construction d'une politique de l'autonomie toujours plus proche des Nivernais, et s'inscrit dans la continuité de la précédente qui allait de la période 2021 à 2024. Alors le Président le disait, au-delà d'un document contractuel, cette convention traduit une volonté forte : construire un véritable service public de l'autonomie, capable d'apporter des réponses plus simples, plus rapides et plus efficaces aux besoins des Nivernaises et des Nivernais les plus fragiles.

Cette démarche, bien sûr, elle s'inscrit dans un contexte particulier. Vous le savez, la Nièvre est un territoire rural marqué par un vieillissement de sa population, des fragilités sociales et sanitaires

fortes, mais également par un réseau d'acteurs engagés, une véritable culture de la proximité et de l'engagement citoyen.

La convention s'accompagne, bien évidemment, d'engagements financiers conséquents, mobilisés par les différents partenaires, notamment la CNSA et l'ARS, afin de soutenir un certain nombre d'actions sur la période. Les montants précis sont quant à eux répartis entre plusieurs axes d'intervention : amélioration de l'accès aux droits, modernisation de l'offre médico-sociale, soutien aux aidants, développement de l'habitat inclusif et renforcement de la coordination territoriale.

Face à ces enjeux, les partenaires ont choisi d'agir ensemble autour de trois grandes priorités :

Améliorer la qualité du service rendu aux usagers : l'ambition est claire, permettre à chacun d'accéder plus facilement à l'information, aux droits et aux accompagnements dont il a besoin. Cela passe notamment par le développement du service public départemental de l'autonomie, qui vient viser à simplifier les parcours, renforcer la coordination entre les professionnels et offrir aux usagers un accompagnement plus lisible.

La seconde priorité est de transformer l'offre d'accompagnement, puisque vous le savez, les attentes évoluent, les personnes souhaitent aujourd'hui pouvoir choisir leur mode de vie, rester à domicile le plus longtemps possible, conserver leurs liens sociaux et exercer pleinement leur citoyenneté. La convention accompagne cette évolution en favorisant le développement de solutions innovantes, comme je le disais tout à l'heure, habitat inclusif, soutien aux aidants, modernisation des établissements, renforcement des réponses de proximité et développement de parcours plus fluides.

Et troisième priorité : renforcer l'efficacité, parce que l'autonomie bien sûr est l'affaire de tous. La convention encourage à une meilleure coopération entre les institutions et les professionnels. Le partage des données, l'évaluation des actions menées et le suivi des résultats permettront d'améliorer continuellement les réponses apportées aux Nivernais. La CNSA, il convient de le souligner, a salué la qualité du travail mené dans la Nièvre, ainsi que le caractère innovant de plusieurs projets portés par le Département. Parmi eux figurent notamment la réflexion autour de la Maison de retraite du futur, mais aussi le travail de fourmi qui est en cours à la MDPH afin d'améliorer les délais de traitement, et bien évidemment, le développement de nouvelles formes d'accompagnement des jeunes publics.

Donc, pour terminer, cette convention traduit ainsi une ambition simple, mais essentielle : permettre à chaque Nivernais de vivre dignement, librement et pleinement sa citoyenneté, quels que soient son âge, sa situation de handicap ou son lieu de résidence.

Donc, je vous demande de bien vouloir approuver cette convention tripartite.

M. le Président : Merci beaucoup, Justine, pour cette présentation précise. On me souffle dans l'oreillette que notre clim serait en train de nous lâcher. Donc, on va vous distribuer des éventails siglés aux couleurs de la Nièvre, et de l'eau pour ceux qui sont dans le public.

Sur ce sujet, Anouck CAMAIN souhaite intervenir.

Mme CAMAIN : Bonjour. Étant donné que les deux premiers rapports sont étroitement liés, nous interviendrons à la suite de la présentation du second rapport.

M. le Président : Très bien, merci. Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ?

Simplement souligner que nous sommes allés rencontrer le Directeur général de la Caisse nationale des solidarités et de l'autonomie il y a quelques semaines maintenant, ce qui nous a permis de remobiliser près de 250 000 euros de crédits, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Et que le regard technique – le DG était venu dans la Nièvre il y a quelques mois – qui a été porté sur l'action que mène le Conseil départemental est extrêmement positif, à tel point que nous allons contribuer dans le cadre du laboratoire de la Caisse nationale des solidarités et de l'autonomie sur ce que le Département propose.

Je mets aux voix après avoir demandé l'avis de la présidente de la Commission. Maryse, s'il te plaît.

Mme AUGENDRE : Alors, avis favorable de l'ensemble des membres de la Commission, à l'unanimité.

M. le Président : Très bien. Je te remercie.

Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Non plus. Je vous remercie.

Le Conseil départemental approuve à l'unanimité le rapport 1 relatif à la convention 2025-2028 de coopération et d'engagements partagés pour le soutien à l'autonomie des personnes âgées ou vivant avec un handicap et leurs aidants.

M. le Président : Justine enchaîne donc avec la présentation du Schéma départemental de l'autonomie pour la période 2026-2030.

RAPPORT N° 2 : SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE 2026-2030

Mme GUYOT : Monsieur le Président, chers collègues, il est vrai que le Président dans son propos liminaire a dressé déjà une belle introduction de ce que représente le Schéma départemental de l'autonomie, puisqu'on le sait,

la manière dont une société accompagne les plus fragiles dit beaucoup de ce qu'elle est.

À travers la politique de l'autonomie, ce sont bien plus que des dispositifs administratifs qui sont en jeu. Il est question de dignité, de liberté, d'égalité des chances, mais aussi de fraternité. Il est question de la possibilité pour chacune et chacun de continuer à vivre selon ses choix, quels que soient son âge, son état de santé ou sa situation de handicap.

Dans la Nièvre, le Président le soulignait tout à l'heure, ces enjeux prennent une résonance particulière. Notre département est marqué par le vieillissement de sa population, par l'éloignement aussi de certains services, mais aussi par une formidable capacité de solidarité et d'innovation. Chaque jour, des professionnels, des aidants, des bénévoles, des associations, des élus locaux et des familles agissent pour permettre à des milliers de Nivernaises et de Nivernais de conserver leur autonomie et la place dans la société. Cette réalité nous oblige. Elle nous oblige d'abord à regarder lucidement les évolutions démographiques qui transforment notre territoire, elle nous oblige à anticiper l'augmentation des besoins d'accompagnement, elle nous oblige aussi à refuser toute forme de fatalisme face aux difficultés d'accès aux soins – et d'ailleurs nous le faisons assez régulièrement via une politique départementale de santé volontariste –, aux tensions aussi sur les métiers du lien et du soin avec des initiatives que nous portons, ou à l'isolement qui touche trop souvent les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Depuis plusieurs années, les collectivités, et en particulier le Département, assument une responsabilité croissante dans la prise en charge de ces défis. Alors que les réponses nationales peinent encore à être à la hauteur des enjeux du vieillissement et du handicap, le Département demeure le premier rempart des solidarités de proximité. Il est le premier interlocuteur souvent des habitants, lorsqu'il s'agit d'accéder à un droit, à un accompagnement ou à une solution concrète.

Le Schéma départemental de l'autonomie pour la période 2026-2030, que vous avez sur vos tables, s'inscrit dans cette ambition. Bien évidemment, il ne prétend pas répondre à lui seul à l'ensemble des défis du vieillissement et du handicap. L'État doit pleinement s'engager à nos côtés et là aussi, nous attendons depuis fort longtemps un plan grand âge qui malheureusement tarde à arriver.

Ce Schéma de l'autonomie constitue une feuille de route réaliste, construite avec les acteurs du territoire, et d'ailleurs je précise que l'opposition a été régulièrement associée à l'élaboration de ce schéma. Et ce schéma fixe un cap clair : renforcer la proximité, prévenir les ruptures de parcours, soutenir le maintien à domicile, accompagner les aidants, améliorer la qualité de vie en établissement et garantir un accès équitable aux droits et aux services sur l'ensemble du département.

Donc, vous avez autour de ce schéma 4 axes qui constituent finalement 4 grandes ambitions.

Le premier axe : garantir un service public de l'autonomie accessible, lisible et de qualité. L'objectif est simple (je le disais tout à l'heure) : aucun Nivernais ne doit renoncer à ses droits faute d'information ou de complexité administrative. Et tout cela se décline de différentes façons. Par exemple, en améliorant les délais de traitement des demandes au niveau des demandes d'ouverture des droits auprès de la MDPH, puisque nous avons pour objectif d'avoir un délai de traitement de 4 mois tous délais confondus. Renforcer également l'accompagnement des parcours, mieux coordonner les acteurs, valoriser les professionnels du lien et du soin. Finalement, c'est faire le choix d'un service public de proximité, humain et réactif.

L'axe 2 porte sur la prévention : prévenir plutôt que réparer et soutenir les proches aidants. La meilleure politique possible de l'autonomie est celle qui agit, bien sûr, avant les ruptures. Et donc, nous souhaitons à travers ce schéma renforcer l'accès à la culture, les pratiques sportives adaptées, les actions de prévention, la lutte contre l'isolement en organisant le repérage précoce des personnes isolées fragiles et en s'engageant dans l'expérimentation « Territoires zéro non-recours » engagée en 2023 dans 39 autres Départements. Cela concerne aussi le soutien porté aux proches aidants en informant le grand public sur le statut d'aidant et les aides disponibles. Parce qu'une personne entourée, active et reconnue conserve plus longtemps son autonomie.

L'axe 3 : permettre de bien vivre chez soi le plus longtemps possible. Vous le savez, le domicile est aujourd'hui le premier lieu de l'autonomie. Et donc, ce schéma vise, bien sûr, à accompagner la modernisation des services autonomie à domicile, et d'ailleurs nous avons été précurseurs sur un certain nombre de sujets, notamment en mettant en place la dotation qualité dans ces structures, en développant les solidarités locales, en améliorant également les solutions de mobilité. Et vous savez là aussi que nous avons participé au fonds mobilité avec des crédits prévus par la Caisse nationale des solidarités pour l'autonomie, permettant d'accompagner les structures dans l'acquisition de véhicules pour améliorer les conditions de travail des salariés, mais aussi en accompagnant les structures sur du fonctionnement, sur de l'aide kilométrique, mais aussi de l'aide au permis de conduire, enfin toutes sortes d'aides qui permettent finalement de lever certains freins à ces métiers en tension. La question aussi de l'adaptabilité des logements, en soutenant l'habitat inclusif. Là aussi, il y a un certain nombre de projets Habitat inclusif qui ont été accompagnés dans le Département et vous avez un certain nombre de structures qui, je pense, font la fierté des habitants qui y vivent, notamment dans le Morvan, où vous avez des structures assez sympathiques, à Montsauche-les-Settons. Il y a également le développement des solutions de répit pour les aidants, et nous avions

d'ailleurs l'an passé organisé notre Journée départementale de l'autonomie autour de cette thématique, puisqu'aujourd'hui, nous avons effectivement un système de l'autonomie qui repose beaucoup sur les aidants. Là aussi, on sait que dans les années qui viennent, ces aidants vont eux aussi vieillir et on va donc se retrouver en difficulté pour accompagner les personnes qui en ont besoin. Et puis, anticiper – c'est bien de le souligner aujourd'hui – les conséquences du changement climatique sur les personnes fragiles. Là aussi, cela ne pourra pas se faire de façon simple, parce que les structures étant elles-mêmes en difficulté, il est parfois difficile d'investir quand le fonctionnement du quotidien est déjà compliqué à assurer.

Et enfin, 4e axe : transformer les établissements pour en faire de véritables lieux de vie. On le dit assez souvent, les EHPAD et les établissements médico-sociaux doivent évoluer, le modèle de financement est arrivé, je pense, à bout de souffle. Et l'objectif aujourd'hui de ces établissements n'est plus seulement d'héberger ou de soigner, mais de permettre de vivre, de vivre dignement en établissement. Donc, le Département souhaite poursuivre l'expérimentation innovante de la Maison de retraite du futur, développer des établissements plus ouverts sur l'extérieur, plus chaleureux et davantage intégrés à la vie locale et mieux adaptés aux attentes des résidents et de leurs familles. Il s'agit aussi d'apaiser et de dédramatiser la relation des personnels des EHPAD autour de sujets qui les concernent en premier lieu dans leurs pratiques professionnelles, la question de la mort et de la fin de vie, et c'est en sens que la Journée départementale de l'autonomie de cette année sera organisée sur cette thématique.

Finalement, ce Schéma de l'autonomie porte une ambition transversale, celle de faire société, puisqu'il porte un projet politique. Il affirme que l'autonomie n'est pas uniquement l'affaire des institutions. Elle repose aussi sur tout un système, les communes, les associations, les habitants, les familles, les bénévoles, les professionnels et les citoyens. Ce Schéma départemental de l'autonomie 2026 est donc un engagement fort du Conseil départemental de la Nièvre. Dans un contexte national très incertain et des contraintes aussi budgétaires fortes qui pèsent sur les Départements, ce schéma affirme une ligne politique claire : ne laisser personne de côté. Il traduit la volonté du Département de construire une Nièvre où chacun peut continuer à choisir sa vie, trouver sa place dans la société et bénéficier d'un accompagnement digne, humain et de proximité.

Je vous remercie.

M. le Président :

Merci beaucoup pour cette présentation précise, dense, qui vraiment nous appelle à une discussion et à un débat j'espère digne, parce que ces sujets-là sont finalement peu abordés dans le cadre des discussions qui sont en train de réémerger au titre de la future élection présidentielle. Je souhaite vraiment que ce sujet-là, comme le sujet de

l'enfance, fassent l'objet d'un débat national. On en a véritablement besoin. Le Département fait comme il le peut, mais on voit bien aujourd'hui que c'est totalement insuffisant. En tout cas, la seule manière d'avancer clairement sur la question de l'autonomie, on l'a dit Blandine DELAPORTE et moi-même tout à l'heure, c'est la question véritablement de l'engagement de nos concitoyens. Ce ne sera pas suffisant, mais c'est un élément qui est totalement discriminant et déterminant.

Qui souhaite s'exprimer ? Oui, Anouck CAMAIN. Allons-y.

Mme CAMAIN :

Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord, nous tenons à saluer le travail réalisé par les services départementaux, les partenaires institutionnels, les associations et les professionnels qui ont contribué à l'élaboration de ces documents. Le diagnostic présenté est lucide et fidèle aux réalités de notre territoire. Il met en évidence les défis auxquels la Nièvre est confrontée, le vieillissement de la population, les besoins croissants d'accompagnement, les difficultés d'accès aux services, les tensions de recrutement dans les métiers du soin et de l'aide à domicile, mais aussi la place importante qu'occupent les situations de handicap dans notre Département.

Les orientations proposées vont globalement dans le bon sens : la volonté de mieux coordonner les acteurs, de simplifier les parcours, de soutenir les aidants ou encore de favoriser le maintien à domicile, répondent à des attentes fortes des Nivernaises et des Nivernais. Pour autant, ce qui nous interroge n'est pas le diagnostic, que nous partageons largement, mais davantage les leviers opérationnels qui permettront de transformer ces ambitions en résultats concrets et mesurables. Des échanges en Commission nous ont permis d'obtenir quelques éléments plus précis, notamment sur le délai moyen d'instruction des dossiers de la MDPH, aujourd'hui de 5,4 mois, auxquels il faut ajouter 2 mois pour vérifier la complétude des dossiers, ce qui paraît toujours très très long pour les familles. C'est précisément ce type d'indicateurs qui permettra dès demain d'évaluer l'efficacité des politiques menées. Au-delà du constat, nous nous interrogeons sur la trajectoire que nous souhaitons suivre et sur les objectifs que nous nous fixons collectivement.

Nous souhaitons également attirer l'attention sur la situation des personnes en situation de handicap, et plus particulièrement des enfants et de leurs familles. Le diagnostic rappelle la proportion importante de bénéficiaires de l'AEH et de l'AH dans notre département. Les questions d'accès au diagnostic, d'accompagnement précoce, de répit des familles ou encore d'inclusion doivent continuer à occuper une place centrale dans nos politiques publiques. Mais le principal défi des prochaines années sera sans doute celui des ressources humaines. Les ambitions du schéma ne pourront devenir réalité que si nous disposons des professionnels nécessaires pour les mettre en œuvre. Des échanges en Commission ont notamment mis en lumière les difficultés d'accès à

certaines formations comme la filière ASSP. Nous nous réjouissons que cette problématique soit identifiée et qu'une réflexion semble engagée pour développer des solutions plus accessibles sur notre territoire. C'est un enjeu majeur pour répondre aux besoins de recrutement que nous connaissons déjà aujourd'hui.

Cette question concerne également la MDPH – nous parlons d'accès aux droits, de simplification des parcours et d'amélioration de l'accompagnement. Mais ces objectifs reposent avant tout sur les équipes qui les font vivre au quotidien et qui sont en tension actuellement. Dans un contexte où les demandes augmentent régulièrement, nous devons collectivement nous interroger sur l'adéquation des moyens humains avec les ambitions que nous fixons à la MDPH.

Ces deux rapports fixent un cap que nous partageons globalement. La réussite de cette stratégie reposera désormais sur notre capacité collective à la traduire en résultats concrets pour les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, leurs aidants et leurs familles.

Sous réserve de ces observations, dans un esprit constructif, nous voterons également ce rapport.

Je vous remercie.

M. le Président : Bien, merci. Véronique KHOURI.

Mme KHOURI : Oui, d'accord. Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Nous constatons tous et nous partageons le constat des grandes difficultés rencontrées dans le personnel intervenant dans le maintien à domicile, que cela soit dans les soins, dans les accompagnements d'aide à domicile ou dans le médico-social. Ce qui altère et met en difficulté le maintien à domicile, et qui altère et aboutit à un épuisement des aidants familiaux qui essaient de maintenir leurs proches jusqu'au bout.

Nous avons travaillé ce schéma au Comex de la MDPH, en Commission, et nous sommes tous d'accord que ce schéma présente un constat, que nous partageons tous, des difficultés, une volonté d'améliorer la situation, que nous partageons tous, des perspectives génériques sur lesquelles nous sommes tous d'accord. Par contre, nous n'avons pas ce que nous attendons maintenant du Département et des services, c'est de déterminer des objectifs opérationnels avec une feuille de route, c'est-à-dire combien de postes sont actuellement vacants. De combien est chiffrée l'augmentation du besoin par rapport au vieillissement de la population, combien de postes à pourvoir nous mettons comme objectif pour 2026-2030 pour remplacer ces professionnels. Parce que c'est la moindre des choses, nous devons cela aux professionnels, nous devons cela aux aidants familiaux. Quand j'entends une dame qui me dit : « Mais qu'est-ce que je vais faire, je vieillis, qu'est-ce que je vais faire avec mon petit ? Mon petit a 50 ans » et la dame approche les 80 ans. Donc, cela, nous devons le travailler

pour donner une réponse aux professionnels qui attendent de combien on sera secondés. Merci.

M. le Président : Merci. D'autres prises de parole ? Non. Justine, tu apportes des précisions, non ? Bon, pour ne pas répondre directement à Véronique, mais je le rappelle : ce n'est pas le Département qui gère lui-même les maisons de retraite. Ce sont des partenaires et il y en a beaucoup qui sont présents dans cette salle, ils sont confrontés non pas à un sujet de nombre, ce n'est pas tant la question, mais on l'a commenté et on sera je pense tous d'accord, une forme de crise des vocations qui touche d'ailleurs la plupart des métiers aujourd'hui. La transformation du rapport à l'emploi, c'est ça la grande difficulté. Et on voit bien, on a deux exemples, et j'en ai cité un tout à l'heure au moment introductif, cet EHPAD proche de Guingamp. Il n'y a aucun problème de recrutement, parce qu'il y a un projet derrière et que les salariés, les équipes, se retrouvent dans le projet de l'établissement. C'est la même chose pour un village dit « Alzheimer » dans les Landes, où là encore, le fait d'avoir construit un projet de vie pour l'ensemble des équipes, pour les personnes qui y sont accueillies et pour l'environnement, de la commune et le secteur qui est autour, qui s'imbrique, il n'y a aucun problème de recrutement. En fait, la vérité, elle est là. On pourra essayer d'imaginer tous les outils qui permettent d'intéresser un peu la partie sur ces métiers qui sont de très beaux métiers, même s'ils sont pour la plupart d'entre eux très mal rémunérés, si les projets sont absents, si le territoire, ce qu'a très bien dit Justine GUYOT, ne se met pas dans son ensemble dans une forme, comment dire, de projet collectif autour du grand âge, comme cela pourrait être le cas, et cela devrait être le cas, pour la question de l'enfance, on pourra tous se payer de mots.

Alors, évidemment, cela nous éloigne totalement, mais c'est aussi une question d'autonomie, du sujet du schéma en tant que tel, mais la question de la protection de l'enfance, qu'on a évoquée aussi en début d'intervention, le sujet ce n'est pas les moyens, enfin si, c'est toujours les moyens, comme sur toutes les politiques publiques et on voit bien que de toute façon, des moyens il n'y en aura pas par rapport à l'ensemble des demandes qui existent dans le logement et dans ces politiques sociales. En revanche, ce qui n'est jamais présent, ce qui n'est jamais construit, c'est le projet collectif. C'est ça, et Jean-Luc GAUTHIER le disait en début d'intervention, faire de la politique, c'est choisir, faire des choix. On a, je pense, dans ce pays une difficulté à faire des choix sur des priorités.

Je pense à titre personnel que construire un projet pour l'élection présidentielle, cela devrait se faire autour de la question de l'enfance, parce qu'à partir de l'enfance, on traite tout. Là, on va faire de la « vente à la découpe », vous allez voir, cela va être comme ça. Il y en a un qui va dire : « Moi, je mets 10 milliards sur le logement », l'autre qui va vous dire : « Je mets 10 milliards sur l'agriculture », le troisième vous dira : « Moi, je mets 20 milliards sur la sécurité. » Cela va être la « foire

d'empoigne » et à la fin, ce sera comme ces derniers rendez-vous électoraux nationaux, et je remonte loin dans mon esprit en indiquant cela, il ne va pas se passer grand-chose. C'est cela qui est au fond très compliqué.

On a des professionnels (je ne le dis pas parce qu'ils sont là), des personnes qui s'engagent au service de l'action publique qui sont d'une très grande qualité, il n'y a aucun doute là-dessus, qui sont un peu habités, parce qu'il faut l'être pour prendre ce type d'engagement, et notre responsabilité, et peut-être c'est jouable, je n'en sais rien, un département comme la Nièvre, qui est un département à visage humain, où on se connaît tous, on est capable de se mettre en mouvement pour répondre à ces sujets-là. C'est ça le sens du schéma, plus que la question des moyens en tant que tels, et les moyens, de toute façon, encore une fois, il n'y en a pas. Donc, il faut se le dire une bonne fois pour toutes. J'espère comme nous tous qu'on aura un renversement de conjoncture, mais en tout cas on n'est pas partis pour, un renversement de la répartition des richesses, je n'ai pas l'impression qu'on soit partis dans cette direction-là non plus. Et comme dirait l'autre, et pourtant il faut faire, et faire avec les moyens que nous avons, c'est probablement essayer, proposer à l'ensemble des Nivernais, aux maires, qui ont à mon avis une grande responsabilité aujourd'hui dans la gestion de l'âge, de l'isolement, de l'autonomie, de rejoindre ce travail d'équipe et d'inventer des solutions, qui ne sont, hélas, que des pansements tant que notre pays ne se mettra pas à la page de ce que devrait être la question de l'autonomie.

Très bien, s'il n'y a pas d'autres interventions, Justine, c'est bon ? Je t'en prie.

Vas-y, essaie. Ça marche ?

Mme GUYOT : Peut-être repréciser sur la question des recrutements, puisque tu l'évoquais. On a quand même aussi accompagné l'initiative dont a été lauréate la fabrique Emplois et Territoires sur la plateforme Attractivité des métiers de l'autonomie, on a aussi la création récemment d'un GEIQ, un groupement… (je ne sais plus ce que c'est) Entraide 58. C'est un groupement d'employeurs à but d'insertion et de qualification, qui a été créé et qui a d'ailleurs fait l'objet d'une présentation lors de la matinée des EHPAD aux différentes structures du département.

Après, sur la question des recrutements, et notamment au niveau des aides à domicile, c'est un vrai sujet. Je pense qu'on a quand même été largement précurseurs dans le Département de la Nièvre, avec cette histoire des dotations qualité, qui a quand même vocation à améliorer la qualité de vie au travail des intervenants à domicile. Après, je pense qu'il faut aussi être lucides sur nos capacités purement départementales à endiguer cette crise. Si on n'a pas une refonte systémique de ces salariés de l'aide à domicile, afin de revaloriser leur métier, je pense que ça sera compliqué. Aujourd'hui, il faut une refonte globale. Ça

passe aussi par la formation, on a pu l'identifier aussi en Commission, mais il y a quand même un certain nombre de travaux qui ont déjà été menés dans le Département.

M. le Président : Je te remercie de ces précisions. Rajouter peut-être, si Justine GUYOT me le permet, une forme d'anticipation des choses, qui est en train de se dérouler sous nos yeux. Tous les Départements de France et de Navarre aujourd'hui n'ont plus les moyens, on le sait tous, de rénover les maisons de retraite. Donc, le seul outil qui reste à disposition, c'est l'augmentation du prix de journée. On est aujourd'hui à 64 euros en moyenne sur le département pour une journée dans une maison de retraite, et on sera probablement dans les années qui viennent à 10 euros de plus. Cela va se passer dans la Nièvre et cela va se passer ailleurs. Et ça peut avoir – c'est pourquoi je suis très prudent sur les questions de projection démographique sur le débat que nous avions dans d'autres lieux avec Jean-Luc GAUTHIER –, ça peut avoir pour conséquence, avec des départements où l'immobilier est beaucoup plus cher que chez nous, des transferts de populations. Parce que les gens vont aller à la maison de retraite, vont vouloir vendre leur habitation, ils ne pourront pas la vendre, ils auront du mal à la vendre, parce qu'elle est très chère. Par exemple, les collègues du Département de Dordogne, dont le prix immobilier est beaucoup plus cher que le nôtre.

Donc, sur un sujet qui pourrait paraître très enserré dans ses cases, la question de l'autonomie, la question des personnes âgées, la question des maisons de retraite, on va avoir derrière des incidences sur la démographie nivernaise très probablement. Voilà, je tenais à vous le signaler.

Bien. S'il n'y a pas d'autre prise de parole, je mets au vote. Je suppose qu'il n'y a pas d'abstentions et pas de votes contre. Donc, c'est adopté à l'unanimité.

Oui, pardon ?

M. FALLET : En tant que président de l'APIAS je ne participe pas au vote.

M. le Président : Bien sûr. Est-ce qu'il y en a d'autres ? Non, on est tous là-dessus… Je regarde.

Mme AUGENDRE : La Commission…

M. le Président : Oui, pardon ! L'avis de la Commission, qui est unanime.

Mme AUGENDRE : La Commission a émis un avis favorable à l'unanimité.

M. le Président : Très bien. Excellent, formidable ! Et donc, comme il n'y a ni abstentions, ni votes contre, et que je n'ai oublié personne (cette fois, je revérifie), c'est donc adopté à l'unanimité.

Le Conseil départemental approuve à l'unanimité le rapport 1 relatif au Schéma départemental de l'autonomie 2026-2030.

M. le Président : Donc, sans transition, pour le coup, on a un rapport très technique. Alain HERTELOUP revient sur la délégation que vous m'avez donnée concernant le louage de locaux pour une durée qui n'excède pas 12 ans. Sujet oh combien passionnant, cher Alain.

RAPPORT N° 3 : INFORMATION DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL CONCERNANT LES DÉCISIONS ET ACTES PRIS EN 2025 DANS LE CADRE DE SA DÉLÉGATION EN MATIÈRE DE FIXATION DE TARIFS DE LOYER ET DE CONCLUSION ET DE RÉVISION DE LOUAGE DE LOCAUX POUR UNE DURÉE N'EXCÉDANT PAS DOUZE ANS

M. HERTELOUP : Sujet extrêmement passionnant, n'est-ce pas, qui va mobiliser toute l'attention de l'assistance, Monsieur le Président, mesdames et messieurs, puisqu'il s'agit effectivement d'un rapport dont le cadre de référence, c'est l'article 1709 du Code civil, qui définit le contrat de louage de choses que tout le monde connaît parfaitement bien.

Ainsi, dans le cadre du fonctionnement des services du Département de la Nièvre et de la gestion du patrimoine immobilier, le Président du Conseil départemental a usé de sa délégation en 2025 pour fixer au travers d'un barème les tarifs de loyer et de redevance, d'occupation de locaux à usage de logement, des tarifs de loyer, de redevance ou de fermage concernant les terres ou bâtiments à vocation agricole, ainsi que pour la signature de 33 actes, dont la liste et les caractéristiques figurent dans le tableau joint en annexe de ce rapport.

La délibération du 1er juillet 2021 visée en référence prévoit qu'il est rendu compte à la première réunion de l'Assemblée départementale de l'exercice suivant de l'exercice des délégations de l'Assemblée départementale au Président du Conseil départemental.

Il vous est donc proposé de valider que Monsieur le Président du Conseil départemental a présenté le bilan ci-annexé des actes qui ont été pris en 2025 dans le cadre de la délégation qui lui a été accordée en matière de gestion du patrimoine immobilier du Département.

Je vous remercie de toute votre attention.

M. le Président : Merci de cette brillante présentation, Alain HERTELOUP.

Est-ce qu'il y a des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas.

L'avis de la Commission, Martine, s'il te plaît ?

Mme GAUDIN : Avis favorable de la Commission.

M. le Président : Formidable, on va y arriver ! S'il n'y a pas d'abstentions, s'il n'y a pas de votes contre, c'est donc adopté. Merci une nouvelle fois.

Le Conseil départemental approuve le rapport 3 relatif à l'information du Président au Conseil départemental concernant les décisions et actes pris en 2025 dans le cadre de sa délégation en matière de fixation de tarifs de loyer et de conclusion et de révision du louage de locaux pour une durée n'excédant pas douze ans.

M. le Président : Alors, Politique des ressources humaines, comme d'habitude, chère Joëlle JULIEN, si tu peux nous faire une présentation synthétique.

RAPPORT N° 4 : POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES

Mme JULIEN : Oui. Effectivement, une présentation synthétique. Merci, Président, chers collègues. Donc, on va aller directement à la proposition, et puis j'attendrai vos remarques éventuelles.

Donc, concernant les futures élections professionnelles qui auront lieu en fin d'année 2026 pour 4 ans, on vous demande de valider les modalités de fonctionnement du Comité social territorial. Donc, c'est un nombre de représentants titulaires du personnel et de leurs suppléants fixé à 8. On a eu l'accord au CST du 18 juin sur ce fonctionnement, on a le nombre de représentants titulaires de la collectivité et de leurs suppléants, fixé à 8, et puis le nombre de représentants du personnel suppléants au sein de la formation spécialisée, fixé à 16. C'est-à-dire que très concrètement, on maintient ce qui existait sur la période précédente.

On vous demande d'adopter le dispositif de réexamen de l'indemnité de fonction et de sujétion, qu'on appelle plus facilement l'IFSE d'un agent, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience acquise. Ce réexamen donne lieu à la revalorisation, qui vous est donnée en détail sur le document et qui est applicable au montant brut de l'IFSE. Là aussi, dans le cadre du pacte de progrès social, un travail commun a été fait avec les représentants du personnel. Le réexamen et l'application de la revalorisation interviennent au 1er juillet de chaque année. Les montants sont arrondis à l'entier supérieur ou inférieur. C'est un effort conséquent de la collectivité, puisque pour juillet 2026, c'est quelque 650 agents qui vont avoir cette revalorisation, et cela représente 75 euros sur le dernier semestre, mais sur l'année 2027, 2028 et 2029, ce sont environ 200 agents qui vont avoir cette revalorisation, chaque année.

On vous propose de créer un certain nombre de postes, des postes pour certains accompagnés de subventions ou de financements. Un premier poste de responsable sécurité des systèmes d'information relevant du cadre d'emploi des ingénieurs en chef. Ce poste est nécessaire suite à un audit qui a évalué la collectivité ayant un déficit de temps consacré aux actions de surveillance et aux analyses des menaces, ce qu'on appelle des menaces « cyber ». Donc, ce responsable sera recruté avec

70 % dans cette fonction et 30 % pour travailler au niveau de l'intelligence artificielle.

On vous propose pour compléter les 3 équipes volantes dans les collèges, ceux qui font cuisine et agents polyvalents, de recruter 2 agents de maintenance volants relevant du cadre d'emploi des agents de maîtrise.

On vous propose également 1 poste de chargé de mission conditions de travail dans les collèges relevant du contrat de projet, avec une rémunération établie en référence à la grille des ingénieurs territoriaux, et une partie de ces dépenses ont un financement par le fonds national de prévention, puisqu'on a posé notre candidature et on a été retenus.

On vous propose également un poste de médecin territorial à temps non complet, à hauteur de 7,35e pour un exercice de 7 heures par semaine pour compléter l'équipe actuelle de 2 médecins à la PMI.

On vous propose 3 postes de psychologues relevant de contrats de projet sur une période de 18 mois pouvant être prolongée en fonction du financement du projet, avec une rémunération établie en référence à la grille des psychologues territoriaux. En face, nous avons une recette de 225 000 euros, qu'on a été chercher « à bout de bras » au niveau de l'ARS.

On vous propose également 1 poste de secrétaire pour le centre de santé de Nevers relevant du cadre d'emploi des adjoints administratifs à temps non complet, à hauteur de 4 jours par semaine. Il était jusque-là à hauteur d'un mi-temps.

Voilà. Ces postes pourront être pourvus par la voie contractuelle.

On vous propose également de valider les évolutions du tableau des emplois présenté sur l'annexe de la délibération, étant précisé que les postes peuvent être également pourvus par la voie contractuelle.

Et d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous les documents.

Voilà, Président.

M. le Président : Merci beaucoup, Joëlle.

Est-ce que vous souhaitez évoquer ce rapport de présentation, qui est habituel ?

Laurence BARAO. Oui, peut-être, allons-y. Encore… encore… Ah… Il y a de la casse. Non, c'est peut-être moi. Ça s'est allumé ?

Mme BARAO : Ça s'est allumé, mais ça s'est re-éteint… Ah !

M. le Président : Voilà ! Il faut les doigts de fée de Michel SUET – c'est pour la rime.

Mme BARAO : Merci, Président, chers collègues. Alors, comme nous l'avons déjà exprimé, nous sommes très attentifs à la bonne gestion des ressources

humaines du Conseil départemental, en termes de maîtrise de la masse salariale, mais aussi de bien-être des agents, de reconnaissance de l'implication et de l'évolution de carrière.

En ce qui concerne la première partie du RIFSEEP, il aurait été intéressant de disposer d'une étude précise des évolutions depuis la mise en place de celui-ci, et d'un tableau de bord rendant compte de la situation présente, pour chaque groupe de fonction dont relève le poste de chaque agent. Quid du complément indemnitaire annuel, du CIA ? Les agents le voient-ils augmenter au-delà de l'évolution concernant les agents assurant un remplacement, qui a été votée lors de la dernière session ?

Même si le rapport ne concerne que le réexamen de l'indemnité de fonction de sujétion et d'expertise, l'IFSE, la partie 1 du RIFSEEP, il aurait été judicieux de rappeler les évolutions du CIA, donc la deuxième partie, afin d'avoir une information complète sur les évolutions de rémunération des agents. Il faut savoir que cela varie quand même particulièrement d'une collectivité à une autre. Simple demande d'information, car vous avez toute latitude pour décider qui parmi les agents éligibles bénéficiera effectivement d'une revalorisation de ces primes.

Quelques remarques concernant les créations de postes. Nous ne comprenons pas bien la nécessité, hormis celle des remplacements provisoires, dits « volants », enfin ponctuels, de 2 postes d'agents de maintenance. Voilà, on parle de 2 postes d'agents de maintenance volants, qui relèveraient du cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux. Il est précisé que ces agents recrutés pourraient assurer ponctuellement des remplacements dans les établissements en ayant besoin, mais auraient surtout une mission d'accompagnement et de conseil des agents de maintenance de l'ensemble des collèges. Alors, cela pose question. Ce volet formation relève, selon nous, des cadres déjà en poste dans la direction du patrimoine bâti. Quelle serait alors la quotité de temps consacrée à cette mission d'accompagnement ? Nous aimerions, donc, un éclaircissement pour apprécier la plus-value de ces 2 créations de postes.

Toutefois, nous saluons la création des postes de médecin et de psychologues cliniciens. Nous jugeons au cas par cas, en fonction des besoins réels des Nivernaises et des Nivernais.

Nous saluons d'ailleurs la prise en compte des risques cyber et soutenons le volet sur l'intelligence artificielle dans les missions de l'ingénieur responsable sécurité des systèmes d'information. J'étais personnellement intervenue sur le sujet dans le cadre des crédits alloués à la formation des agents. Je me sens ainsi écoutée. Vous voyez que l'IA ne nous fait pas perdre la raison et que, tout en acceptant les évolutions technologiques, nous restons sur nos positions quant à la nécessaire vigilance vis-à-vis de l'augmentation du nombre d'agents.

Notre groupe votera contre.

M. le Président : Très bien, rien ne change. Joëlle, des éléments à ajouter ?

Mme JULIEN : Non, pas forcément. Vous l'avez dit, Madame BARAO, pour le CIA on a déjà travaillé dessus lors d'une session en augmentant la part d'agents qui sont remplacés de 100 à 120 euros. Voilà, on en est là.

Sur les missions des 2 agents de maintenance, au-delà de leurs missions de maintenance, c'est aussi assurer que les collèges soient bien entretenus, mais au-delà, au jour d'aujourd'hui dans leurs missions, il y a plus largement des missions de conseil plus larges, pas forcément que sur les collèges.

Et puis, c'est à peu près tout ce que je peux répondre. Voilà. Et par contre, le tableau sur la proposition de l'IFSE, il est à disposition, puisqu'on l'a élaboré avec les représentants du personnel.

M. le Président : Très bien. Wilfrid SÉJEAU.

M. SÉJEAU : Oui, sur les agents « volants », l'idée c'est de compléter le dispositif. Depuis le début du mandat, on a développé ces postes d'agents volants pour pallier aussi les absences, mais les pallier de façon satisfaisante. Souvent, on fait appel à du personnel intérimaire, à du personnel moins bien formé, qui découvre à chaque fois le collège. Là, l'idée, c'est quand un agent est absent, de pouvoir le remplacer par quelqu'un de plus opérationnel, quelqu'un qui a aussi un cadre d'emploi stable pour garantir la qualité des interventions dans les collèges.

Vous parliez de la question de la formation. Aujourd'hui, la Direction du patrimoine bâti n'a pas le temps d'assurer ces missions de formation auprès des agents. On a du mal à recruter aussi sur ces postes. On a des sollicitations dans tous les collèges pour intervenir, réparer, et donc cette mission de formation sur le terrain au plus proche, elle ne peut pas être effectuée. Et donc, ces agents volants qui déjà remplissent des missions de remplacement, ils sont aussi là pour aider à la montée en compétences de nos agents de maintenance dans tous les collèges, pour effectivement aussi progresser sur des tâches comme l'analyse des contrats de maintenance, le bon entretien, et sur certaines missions, développer des spécialités, notamment en électricité ou plomberie. Tous nos agents, même s'ils font un très bon travail et qu'ils ont des compétences, ils ne sont pas toujours formés sur tous les champs d'activité dont on peut avoir besoin dans un collège.

M. le Président : Très bien. Merci, Wilfrid SÉJEAU. Laurence BARAO, à nouveau.

Mme BARAO : Ce que je voulais savoir, c'était connaître la quotité de temps qui était allouée à ces 2 agents pour cette mission d'accompagnement. Voilà, pour avoir une estimation et pouvoir apprécier la plus-value que ça apporterait.

M. le Président : Wilfrid.

M. SÉJEAU : C'est difficile à évaluer. Je ne crois pas que ce soit prévu. Cela va dépendre aussi des remplacements à effectuer. On peut avoir une vision idéale, mais il suffit qu'il y ait plusieurs absences chez les agents de maintenance. La première mission, c'est quand même déjà de remplacer, et s'il n'y a pas à effectuer tous les remplacements, de pouvoir intervenir et apporter une plus-value.

M. le Président : Très bien, merci. D'autres… ? Non, c'est bon ? Parfait. Donc, l'avis, Michel, c'est sur toi que ça tombe, de la Commission des Finances et des Moyens généraux, ou « généreux »… je ne sais pas.

M. SUET : Il y avait 4 voix favorables et 1 abstention.

M. le Président : Excellent, très bien ! Je mets aux voix. Les abstentions, on lève la main. Les votes contre ? On lève la main. Je veux bien… Alors, qu'est-ce qu'on fait, Véronique : on lève la main, on ne lève pas la main ? On lève la main, voilà. Merci, c'est donc adopté.

Le Conseil départemental approuve à la majorité le rapport 4 relatif à la politique ressources humaines.

M. le Président : On l'a évoqué tout à l'heure avec Blandine DELAPORTE. Wilfrid SÉJEAU nous présente donc cette première pierre que nous mettons dans le jardin du soutien à nos jeunes femmes dans le département, dans nos collèges.

RAPPORT N° 5 : MISE EN PLACE DE DISTRIBUTEURS DE PROTECTIONS HYGIÉNIQUES AU SEIN DES COLLÈGES

M. SÉJEAU : Oui, Monsieur le Président, chers collègues, mesdames, messieurs. Effectivement, une action importante pour agir contre la précarité menstruelle et pour l'égalité. Effectivement, cette proposition a émergé aussi et a été énoncée lors du débat « Imagine la Nièvre » qui s'est tenu à Coulanges-les-Nevers. Monsieur le Président et Madame la Vice-Présidente en ont fait référence. Donc, 59 propositions ont été évoquées à l'occasion de ces rencontres. Le Président s'est engagé sur 5 d'entre elles, et donc celle-ci va être mise en place rapidement, dès la rentrée, donc l'installation de distributeurs de protections hygiéniques dans les collèges de la Nièvre, dans le but de lutter contre la précarité menstruelle. Cette action viendra en complément des interventions déjà réalisées par les conseillères conjugales au sein des établissements scolaires. 34 actions collectives ont touché 2 021 collégiens et 17 actions ont concerné 466 lycéens.

À signaler qu'à ce jour, 3 établissements avaient devancé cette action et avaient déjà mis en place ces distributeurs : Montsauche-les-Settons, Imphy et Decize.

Cette opération va être développée en deux temps. On a déjà fait appel à des collèges volontaires, 14 se sont manifestés pour expérimenter, dès la rentrée 2026, et nous installerons les distributeurs dans les autres collèges au cours de l'année 2026-2027. Pour ces 14 collèges, le coût est de 3 191 euros. On voit bien que l'enjeu n'est pas financier, mais il est vraiment d'améliorer les conditions de vie. Et ce nouveau service se fait bien sûr en partenariat avec l'Éducation nationale.

Vous avez en annexe les 14 collèges volontaires pour la rentrée… c'est marqué 2025. C'est 2026. Non, c'était le nombre d'élèves rentrée 2025, pardon.

M. le Président : Parfait, merci Wilfrid. Est-ce que ça appelle des commentaires de votre part ? Je n'en vois pas. Très bien.

Je demande encore une fois à Wilfrid l'avis de la Commission, cette fois Émancipation.

M. SÉJEAU : Oui, favorable avec 1 ne prend pas part au vote.

M. le Président : Très bien. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Des votes contre ? Il n'y en a pas, c'est parfait, je vous remercie.

Le Conseil départemental approuve à l'unanimité le rapport 5 relatif à la mise en place de distributeurs de protections hygiéniques au sein des collèges.

RAPPORT N° 6 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC TERANA AFIN DE MODIFIER LA CLÉ DE RÉPARTITION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DES MEMBRES

M. le Président : Je voudrais féliciter le duo Thierry GUYOT-François KARINTHI, qui ont travaillé beaucoup sur le groupement d'intérêt public Terana, vous savez que c'est l'ancien labo départemental, et il y a eu un travail de la Nièvre pour convaincre nos partenaires des 8 autres Départements… Thierry, tu vas nous le rappeler, j'ai toujours un doute là-dessus…

M. GUYOT : Neuf en tout.

M. le Président : Neuf autres Départements, et la Nièvre a été largement à la baguette. Merci à vous deux pour ce beau travail.

Thierry GUYOT.

M. GUYOT : Monsieur le Président, chers collègues, mesdames, messieurs, déjà une petite réflexion sur l'étude HMUC, puisque Jean-Luc GAUTHIER l'a évoquée longuement. Vous savez que l'eau est un sujet qui me tient très à cœur. Cette étude HMUC n'est pas un simple outil technique, elle nous donne un signal d'alerte majeur. Elle met en lumière une réalité que personne ne peut ignorer : notre territoire manque d'eau et tous les usagers sont concernés, que ce soit l'eau potable, l'agriculture,

l'industrie, le nautisme et les loisirs. Inutile d'être expert pour comprendre l'urgence.

Nos cours d'eau sont aujourd'hui anormalement bas, alors qu'ils étaient au plus haut fin mars. Le dérèglement est visible, incontestable. Cette étude a un objectif clair : nous obliger à anticiper et à agir pour garantir à chacun la possibilité de poursuivre son activité dans un contexte où la ressource se raréfie.

M. Jean-Luc GAUTHIER nous le rappelle souvent, s'impliquer dans un mandat électoral, c'est anticiper. Alors oui, l'étude HMUC est un acte d'anticipation. Elle est l'outil indispensable pour construire des solutions collectives, plutôt que de laisser la crise nous dicter ses règles. L'économie d'eau, l'amélioration des réseaux, l'évaluation des pratiques agricoles, l'innovation agronomique, le stockage hivernal, les retenues, la préservation des milieux humides, toutes les options méritent d'être étudiées.

Voilà, Monsieur le Président, la véritable vocation de cette étude, et je le dis avec force. Je refuse que l'eau devienne un instrument politique. L'eau n'est ni un argument, ni un levier, ni un prétexte. L'eau est un bien commun vital et elle doit rester un service pour tous.

Mme DELAPORTE : Merci. Enchaînons.

M. GUYOT : Donc, le rapport n°6 est l'approbation de la convention constitutive modifiée du groupement d'intérêt public Terana.

Ce rapport concerne la mise à jour de la convention constitutive du GIP, ce groupement auquel le Département adhère depuis 2021. Terana regroupe plusieurs Départements autour de laboratoires publics d'analyse qui jouent un rôle essentiel dans la sécurité sanitaire, animale et végétale, l'hygiène alimentaire, le contrôle de l'eau, et plus largement la surveillance environnementale. Ces missions sont indispensables pour la santé publique, la prévention et les crises sanitaires et l'accompagnement des filières agricoles.

Pourquoi une modification de cette convention ? Tout simplement parce qu'il est nécessaire de la réviser pour le retrait du Département de la Creuse et de la scop IDDRE le 31 décembre 2025, l'entrée de la société Ségilab le 1er janvier 2026, et surtout la mise en place d'une nouvelle clé de répartition des contributions financières plus juste et plus équilibrée entre les membres.

Cette nouvelle clé repose désormais sur 4 critères : la clé historique, les effectifs des laboratoires, les obligations fixes du GIP et les activités d'intérêt général que chaque Département choisit de maintenir.

Je salue le travail, effectivement, des directions départementales, et pour la Nièvre, merci à Stéphanie ROBINET et François KARINTHI, pour leur participation très active dans ces travaux.

Notre Département fait le choix de maintenir l'ensemble des activités, car elles répondent pleinement aux besoins de notre territoire. La nouvelle clé de répartition : 531 000 pour 2025, 502 000 pour 2026, puis 474 000 à partir de 2027. C'est donc une baisse durable des contributions de notre Département, tout en conservant un niveau de grande qualité du service public sanitaire.

Les modifications statutaires. La convention intégrera clairement et fera la distinction entre le SIEG (Service d'intérêt économique général), celui national, qui est financé par l'État, et celui qui est le SIEG local, ce sont les contributions de chaque Département, donnant ainsi la possibilité pour le groupement de répondre à tous les marchés sans être inquiété par les laboratoires privés, notamment pour la concurrence déloyale.

En conclusion, il est indispensable de consolider un outil public essentiel pour la santé animale, l'environnement et la sécurité alimentaire, tout en maîtrisant les dépenses du Département.

Je vous demande donc d'approuver cette convention, et je vous remercie.

M. le Président : Merci, Thierry, pour cette présentation très complète. Jean-Luc GAUTHIER souhaite la parole. Je la lui donne volontiers.

M. GAUTHIER : Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Quelques mots, non pas pour revenir sur la présentation du rapport, mais pour revenir sur la réponse que j'attendais, évidemment, puisque *Le Journal du Centre* avait annoncé mon intervention sur le sujet. Donc, il était tout à fait logique que vous puissiez vous préparer. Ça va être très court.

Moi, contrairement à vous, je pense que l'eau est un sujet éminemment politique, évidemment politique, qui doit faire l'objet de décisions politiques, au sens noble du terme. Et c'est un sujet, comme d'autres, où on voit vraiment la philosophie des uns et des autres. Et si l'étude HMUC avait été aussi parfaite que vous la décrivez, et à laquelle je souscris tout à fait, si elle remplit tout ce cadre-là, je me demande quand même pourquoi les syndicats agricoles majoritaires menaçaient d'organiser une manifestation devant les grilles du Conseil départemental. Si elle avait été aussi parfaite que cela, je pense qu'il n'y aurait pas eu débat, parce que c'est le souhait du plus grand nombre que tous ces pans-là soient abordés dans une politique de l'eau générale.

M. le Président : Très bien, mais je crois, Jean-Luc GAUTHIER – mais on va en parler tout à l'heure –, c'est toute la question de la création, enfin, du travail sur comment dans ce pays on crée du consensus, du compromis, et on assume des controverses. *(Intervention hors micro inaudible)*
Absolument, c'est précisément ce qu'on dit, c'est précisément la vocation de cette étude, précisément le sens de ce qu'on a appelé, nous, ce que nous appelons la démocratie de l'engagement, et pour laquelle, on considère que le Département de la Nièvre a une certaine expertise.

Donc, il n'y a pas de sujet, pour ce qui nous concerne, avec Thierry GUYOT et Blandine DELAPORTE, à la moindre polémique sur ce sujet, au contraire.
Sur Terana, un mot, quand même. Je vous rappelle que la contribution du Département, lorsque nous avions le labo en interne, s'élevait à plus de 800 000 euros, donc encore une fois, je souligne vraiment l'excellent travail qui a été mené par Thierry et ses équipes, et en termes de bonne gestion des finances de ce Conseil départemental, on fait une démonstration pour le coup très claire et très nette que quand on travaille, on obtient des résultats.

Je dois vous faire part des pouvoirs qui arrivent en cours de séance, de Corinne BOUCHARD à Jean-Luc GAUTHIER, et d'Éliane DESABRE à Lionel LÉCHER.

Et s'il n'y a pas d'autres interventions, ce que je ne crois pas, je demande l'avis de la Commission Attractivité, Martine.

Mme GAUDIN : Avis favorable de la Commission Attractivité.

M. le Président : Très bien. Je te remercie, et on passe au vote.

Est-ce qu'il y a des abstentions ? Des votes contre ? Je n'en vois pas. Je vous remercie.

Le Conseil départemental approuve à l'unanimité le rapport 6 relatif à l'approbation de la convention constitutive modifiée du groupement d'intérêt public Terana afin de modifier la clé de répartition de contribution financières des membres.

M. le Président : Et donc, Blandine, sur cette première délibération sur la démocratie de l'engagement, et pas la démocratie participative, comme c'est indiqué à tort sur le document. Voilà.

RAPPORT N° 7 : DÉMOCRATIE DE L'ENGAGEMENT

Mme DELAPORTE : Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Vous vous souvenez, 2021, nous avons tous été élus aux cantonales, aux élections départementales, un rendez-vous démocratique. Alors, nous, nous étions au rendez-vous, mais ce jour-là, les Nivernais, avec un peu plus de 37 % de participation, les Nivernais et les Nivernaises, nous avaient posé un lapin. Si la légitimité électorale est incontestable, la représentativité de chacun d'entre nous n'a pas la puissance qu'on aurait espérée. Raison pour laquelle, à côté de la démocratie représentative, cette majorité a choisi d'engager un dialogue permanent avec les habitants, et de faire de ce dialogue permanent une marque, un signal fort de ce mandat.

Il est assez aisé d'aller rencontrer les Nivernais, alors c'est autour des stades, c'est en faisant nos courses, sur les marchés, lors d'événements, c'est bien, il faut le faire. Mais instituer de manière régulière des lieux,

des espaces, des moments d'échanges, mettre en place des rituels de prises de parole, ça, c'est plutôt inédit. Les Nivernais et les Nivernaises rencontrés ainsi nous ont dit l'attachement à leur territoire, d'une part, et l'envie de s'engager, d'autre part. Alors, du coup, cette démarche « Imagine la Nièvre », nous l'avons construite ensemble, et le présent rapport propose de faire de la démocratie de l'engagement un pilier durable de l'action publique du Conseil départemental.

Alors, « Imagine la Nièvre », ça a été d'abord trois moments forts : le premier temps, ça a été : « écouter les Nivernais » en 2022, le deuxième temps, « écouter la jeunesse » en 2023 et en 2025, et puis le troisième temps, une nouvelle phase, actualiser les attentes en 2025 et ces deux sujets majeurs : être une femme dans la Nièvre et l'engagement des pompiers, en deuxième sujet. Deux sujets terriblement d'actualité, comme je le disais tout à l'heure.

Et là, cette démarche, nous essayons de la faire évoluer vers une action publique départementale, vers un faire-ensemble, « Ici on décide ensemble », « Ici, on fait ensemble ». Ce dialogue permanent avec les habitants nous a permis de dégager 30 engagements pour la Nièvre, le Président l'a rappelé, de mettre en place un observatoire des citoyens, ces citoyens qui, effectivement, ont suivi la démarche, ont suivi l'avancée de ces engagements, mais aussi se sont impliqués dans l'élaboration de stratégies. Ils étaient présents lors de cette fameuse étude HMUC et de chacun de ses comités de pilotage. C'était aussi la banque des moins jeunes, qui donne un coup de pouce à la jeunesse pour avancer dans la vie.

C'est vers là que nous allons, vers cette démocratie de l'engagement, parce qu'au-delà de ce que nous avons pu travailler, grâce à « Imagine la Nièvre », ou mettre en place grâce à « Imagine la Nièvre », grâce à cette rencontre avec les habitants, les habitants sont déjà engagés et s'engagent aussi terriblement aux côtés des collectivités, aux côtés du monde associatif. C'est 200 volontaires pour le droit à l'emploi, cher Thierry GUYOT, autour de « Territoires zéro chômeur de longue durée », qui a permis à près de 300 personnes de retrouver un emploi durable. C'est les 1 200 sapeurs-pompiers volontaires, oui, ils sont volontaires et ils incarnent une des formes les plus fortes d'engagement citoyen. C'est 160 citoyens qui ouvrent des épiceries associatives, ce sont des éleveurs, 170 mobilisés, pour gérer les abattoirs et les salles de transformation. 200 Nivernais mobilisés pour imaginer la transition énergétique, 47 000 votes exprimés lors du budget participatif, et nous voulons aussi engager cette transformation vers la démocratie de l'engagement, avec les entreprises, avec la responsabilité territoriale des entreprises et renforcer leur contribution au développement local, à l'emploi, à la jeunesse et aux transitions du territoire.

Donc, la proposition que nous faisons, avant que je me « liquéfie » sur place, c'est d'approuver la démocratie de l'engagement comme pilier de l'action publique départementale, de l'inscrire comme méthode

permanente de construction des politiques publiques, de poursuivre les débats de la Nièvre comme outil de construction collective, de soutenir et valoriser les citoyens engagés et d'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires.

M. le Président : Merci, Blandine DELAPORTE, qui ne s'est pas « liquéfiée », mais qui va boire de l'eau, parce que ça va lui faire du bien.

Mme DELAPORTE : Oui, c'est sûr !

M. le Président : Est-ce que cela suscite des commentaires, des interpellations ? Oui ! « Mister » MICHOT.

M. MICHOT : Président, chers collègues, cher public, avec ce rapport, vous faites de la démocratie de l'engagement un pilier de l'action publique départementale. Si nous n'avons absolument rien à redire sur l'engagement de nos concitoyens, nous voyons dans votre rapport un amoncellement de projets déconnectés les uns des autres (épiceries associatives, pompiers volontaires, éleveurs gestionnaires d'abattoirs, budget participatif, et j'en oublie), comme pour mieux faire passer la pilule démagogique d'« Imagine la Nièvre ». Même si nous buvons beaucoup d'eau en ce moment, la pilule ne passe pas pour autant.

La démocratie participative a des vertus indéniables, et donner la parole à nos concitoyens en est une. Vous êtes en ce sens, et je serai un peu taquin, « Macron-compatibles » avec des consultations citoyennes à se « noyer le poisson » et faire croire aux participants qu'on va les écouter et agir en conséquence. La bonne blague ! Les consulter à tout-va contredit tout de même un peu le concept même de représentation et le mandat donné aux élus pour décider et agir en leur nom. S'abriter derrière l'abstention n'est pas une excuse, car l'origine de cette dernière vient tout autant du désintérêt pour la chose publique que du manque de courage politique, sans oublier les nombreuses promesses non tenues.

Donc, soit vous faites cela pour vous rassurer sur le bien-fondé de vos actions, soit pour donner l'illusion aux Nivernaises et aux Nivernais que vous les écoutez et qu'ils ont la main sur les actions engagées, soit pour faire de la communication politique aux frais du Département, et là on parle de plusieurs centaines de milliers d'euros. Vous imaginez facilement vers quelle option penche notre cœur. Vous imaginez peut-être la Nièvre pour éviter d'en voir la cruelle réalité dans laquelle vos prédécesseurs et vous-mêmes l'avez plongée. Plutôt que de rêver, nous vous invitons à revenir à la réalité. Mais votre position est claire, je cite pour qu'on comprenne bien le sens des mots : « méthode permanente de construction des politiques publiques ».

Alors se pose la question : à quoi servent les élus ? Est-ce que nous devons devenir simplement animateurs de la vie publique, des ambianceurs de salles où on affiche des concepts ineptes détachés de la réalité et où s'écouter parler semble déjà une victoire démocratique ?

Bien évidemment, certaines actions fonctionnent, comme les conseils de quartiers, ou les budgets participatifs, qui servent par exemple à rassembler les structures sur nos territoires. Nous le reconnaissons bien volontiers. Mais vendre la participation comme « l'alpha et l'oméga » des politiques publiques consiste finalement à vous dédouaner de tout et ne répondre de rien, et nous rétorquer « c'est ce que veulent les Nivernaises et les Nivernais ». Certains peut-être, mais la plupart d'entre eux veulent des décisions claires, courageuses, structurantes, car tout le monde a conscience des profonds changements de nos sociétés. Même si ces changements sont durs, tout cela est mieux que vos rêves et votre imagination participative, qui n'a pour but que de « faire mousser » vos concepts « Imagine la Nièvre » et « Imagine la jeunesse », et donc justifier ainsi les budgets dédiés, qui bénéficient à votre communication politique personnelle. L'imagination est une forme de déni de la réalité ou d'échappatoire à la raison, or il est très urgent de revenir à la raison, vu l'état de notre département.

Il ne vous échappera pas que le groupe votera contre ce rapport. Je vous remercie.

M. le Président : Très bien. Quelqu'un veut rebondir ? Non, pas vraiment ? Jean-Paul FALLET, oui. Merci.

M. FALLET : Je suis un peu… j'allais dire que j'étais surpris, mais non, finalement. Je suis en train de penser à toutes les personnes qui ont participé à toutes les opérations dans les différents territoires, toutes les personnes (je ne reprends pas ce qu'a dit Blandine DELAPORTE) qui sont pompiers volontaires, qui travaillent sur le volet jeunesse. Quand j'entends ces reproches, je me dis qu'on n'a pas vu les mêmes choses. Donc, j'en appelle un petit peu à la raison à l'opposition sur ce volet de l'engagement, qui est quand même une prime donnée aux habitants, ce qui n'exclut pas notre rôle en tant qu'élus. Je pense que là, il y a un mélange des genres qu'il serait dommage de faire. Donc, je voulais juste faire cette remarque. La vie associative et la vie de l'engagement, c'est quand même des éléments clés, et d'autant plus quand on le vise à dimension départementale.

M. le Président : On gagne toujours à écouter nos concitoyens.

Bien, est-ce que je peux demander…

M. MICHOT : S'il vous plaît !

M. le Président : Ah pardon. Oui.

M. MICHOT : Juste pour répondre, je l'ai dit au départ du rapport. On ne conteste pas l'engagement de nos concitoyens, ce qu'on conteste, c'est votre méthode, d'organiser « Imagine la Nièvre » pour finalement votre communication personnelle. C'est juste ça. Sur l'engagement du territoire et de nos concitoyens, il n'y a absolument rien à redire de qui que ce soit. On en est bien conscients.

M. le Président : Non, mais ça, écoutez, il faut sortir, il faut rentrer dans la réalité, à un moment.

Très bien. Je demande donc l'avis de la Commission, mais ça tombe encore sur Michel « aux doigts d'or », s'il peut appuyer sur son micro. Oui, mais tout cela n'est pas sérieux ! *(Rires.)* S'il veut bien appuyer sur le petit bouton, Michel, pour nous donner l'avis de la Commission. Non, raté… Encore raté… Ah ben voilà. Essaie, là. Voilà !

M. SUET : Même punition, donc 1 abstention et 4 favorables.

M. le Président : OK, très bien. Donc, je procède au vote. Des abstentions, il n'y en a pas. Les votes contre… les votes contre… oh ! Véronique… Voilà, merci. Il faut vous surveiller, quand même, on le voit bien. Très bien, c'est donc adopté.

Le Conseil départemental approuve à la majorité le rapport 7 relatif à la démocratie participative, pour une démocratie de l'engagement.

M. le Président : Je pense encore une fois que c'est une première en France, c'est une décision importante que nous venons de prendre. Alors, toutes proportions gardées, dans les mêmes logiques au fond que ces politiques de décentralisation, qui à l'époque avaient suscité aussi les mêmes réserves de la part de l'opposition. Et on voit bien ce qu'il en est advenu.

Alors, le dernier rapport, c'est celui de l'activité des services, et c'est Joëlle JULIEN qui le présente, brièvement. Vous avez le document. Voilà, merci Joëlle.

RAPPORT N° 8 : RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES 2025

Mme JULIEN : Brièvement. Merci, Président, chers collègues, donc chaque année ce rapport d'activité des services est présenté à l'Assemblée. Je pense que tout le monde s'en est emparé de façon intéressante. C'est un document qui donne le bilan des réalisations de l'année écoulée et montre également les perspectives pour l'année à venir.

Le bilan 2025 confirme notre engagement permanent à inscrire l'action départementale au plus près des besoins des territoires et des aspirations de nos concitoyens. Ce rapport s'appuie sur les compétences d'examen des 4 commissions de travail et d'étude de l'Assemblée qui sont Solidarité, Attractivité, Émancipation, Finances et Moyens généraux.

Pour le champ des solidarités, en 2025, on note, entre autres, le développement de la GED (gestion électronique des documents) dans les services de l'Aide sociale à l'enfance. Une formation a été assurée par le prestataire pour les différents services et agents concernés par la mise en œuvre de cette GED. On note également la création du Conseil

des ambassadeurs de la protection de l'enfance, dans le cadre du Schéma départemental de l'enfance et famille. Il se compose de 22 enfants volontaires âgés de 8 à 17 ans, et il doit permettre de créer un forum d'expression pour les enfants confiés au Conseil départemental. Et on souligne la poursuite du renforcement des équipes du Centre de santé départemental en 2025. Ce sont 9 nouvelles bourses qui ont été signées, on rappelle que ce sont au total 90 bourses depuis 2016 attribuées aux étudiants et 28 médecins installés.

Les dossiers suivis dans le cadre de la Commission Attractivité 2025 ont vu le renouvellement de la concession d'une partie du canal du Nivernais, également le lancement de la marque « La Nièvre naturellement », qui remplace « Nièvre tourisme » et « Essayer la Nièvre ». Cette nouvelle marque vise à mutualiser les outils et à renforcer la visibilité et l'attractivité du territoire. Pour rappel, ce sont des nuitées touristiques, et donc des retombées économiques et des emplois à la clé. La collectivité aura aussi réaffirmé son engagement en faveur d'une alimentation durable et de proximité dans le domaine de la restauration collective nivernaise en produits locaux et de qualité dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de son projet alimentaire territorial, mieux connu dans le nom de PAT, le suivi des espaces tests maraîchers, comme par exemple à Luzy pour sa deuxième année.

En 2025, la collectivité poursuit son effort d'intervention auprès des communes et des comcoms dans le domaine de l'investissement. Quelques chiffres : 3 131 000 euros engagés au titre des contrats cadres de partenariats en 2025, 5 375 000 engagés en 2025 au titre de la DCE sur la période triennale 2024-2026, et 328 projets soutenus au titre de la politique d'accompagnement des territoires.

Dans le cadre de la Commission Émancipation, l'année 2025 a notamment été marquée par l'ouverture au public d'une partie de la Cité des Présents, la Maison du Morvan, le pavillon et les jardins, qui ont aussi régulièrement accueilli des visiteurs de mai à novembre 2025. Dans le domaine du sport et de la jeunesse, c'est en 2025 que le Plan départemental du développement du rugby a démarré, avec l'objectif de favoriser la pratique chez les jeunes, d'en faire un vecteur d'inclusion et de mailler le territoire, tout en poursuivant notre soutien à l'Uson Rugby.

Pour les dossiers de la Commission Finances et Moyens généraux, dans le cadre du pacte de progrès social, plusieurs actions ont été menées, comme l'adhésion au CNAS, qui est un véritable succès, avec près de 5 300 prestations et 1 156 bénéficiaires, les 3 équipes volantes dans les collèges, le coffre-fort numérique individuel. Et pour parler du budget 2025, il aura été marqué par un changement de périmètre, avec l'APA qui est versée par l'ARS et plus par le Département.

Ce rapport témoigne de l'engagement du CD au service des habitants et du développement du territoire, et je remercie l'ensemble des agents des services et des directions qui savent au quotidien se mobiliser pour porter les projets ambitieux au service de l'intérêt général.

M. le Président : Très bien, merci beaucoup, Joëlle, toujours très présente avec nos équipes.

Alors, on ne doit pas procéder à un vote, mais prendre acte de la présentation du rapport. Est-ce que vous voulez approfondir ? Non, il n'y a pas de sujet… Si, David. Allons-y.

M. VERRON : Monsieur le Président, mesdames et messieurs. Donc, vous mettez à disposition des Nivernaises et des Nivernais un rapport d'activité pour l'exercice 2025, un document synthétique, clair et bien construit. Nous vous en félicitons, et nous y avons porté une attention toute particulière comme pourront le faire les Nivernaises et les Nivernais qui le consulteront.

Je souhaiterais néanmoins revenir sur un point de détail. S'agissant du patrimoine routier, en ce qui concerne le marquage, vous indiquez avoir réalisé 82 544 mètres carrés pour 529 kilomètres, ce qui a le mérite d'être clair. Par contre, s'agissant de l'enduit superficiel d'usure, vous indiquez 449 012 mètres carrés appliqués. Ici, vous n'avez pas jugé utile de préciser le nombre de kilomètres traités, ou en tout petit. Est-ce un oubli ou une omission ? Ne pensez-vous pas que nos concitoyens préféreraient connaître, plutôt que la surface, la longueur de la voirie départementale concernée pour ces travaux de revêtement ?

Concernant la voirie qui a fait l'objet d'une rénovation complète de la couche de roulement, vous vous êtes bien gardés de la mettre en avant, et en gros caractères, les 37,1 kilomètres réalisés en 2025, soit plus de 4 000 kilomètres – c'est pas mal. Pour ces quelques détails qui relèvent de l'infographie, nous sommes prêts à vous accorder le bénéfice du doute, mais reconnaissez quand même que vous avez oublié de mettre à disposition de nos concitoyens ce chiffre clé des plus intéressants, chiffre qui leur permettrait de mesurer l'engagement réel de notre collectivité au service du confort et de la sécurité des usagers de l'ensemble des axes départementaux dont nous avons la charge.

Pensiez-vous qu'il suffirait de « cacher la poussière sous le tapis » pour que l'on manque une nouvelle occasion de vous remettre en face de vos responsabilités sur un sujet pour lequel nous sommes en profond désaccord chaque fois qu'on l'évoque ? Eh bien, de nouveau, nous allons vous en donner l'occasion.

Dans les perspectives pour 2026, vous n'avez pas évoqué la fin des travaux de la 2 fois 2 voies, qui sera pourtant selon nous un événement marquant. En effet, ce seront 1 100 000 qui seront consacrés à la RN7 pour 2026, et en 2027, ce sera autant d'économisé. Nous vous avons suggéré lors de la dernière session budgétaire d'étudier la possibilité de

flécher les crédits relatifs à cette économie vers l'entretien courant de la voirie départementale. L'avez-vous envisagé ? Nous pensons que votre gestion contribue à dégrader la voirie départementale, avec un entretien ou une rénovation à la vitesse de l'escargot.

Merci.

M. le Président : Très bien, ça n'appelle pas de réponse. Je rappelle que le dossier de la A77 est un dossier géré par l'État et pas par le Conseil départemental, et puis nous verrons bien dans les motions qu'on va évoquer tout de suite que le gel de la DSID ne permet pas de prévoir des financements d'investissement de manière aussi simple qu'on le souhaiterait, et que c'est notre sort depuis maintenant plusieurs années. Mais manifestement, « ça n'imprime pas ».

Est-ce qu'il y a un avis de Commission ? Oui, c'est celle de Michel SUET. Tu lèves la main ou tu lèves l'éventail ? Alors, vas-y. Allons-y. Recommence… Attends, je vais voir. Je pense que c'est la chaleur qui fait ça… Non, je t'ai coupé, là. Recommence. Voilà, c'est bon !

M. GAUTHIER : Il faudrait que je parle. Ça s'appelle la censure, Monsieur le Président.

M. le Président : Ah ! Jusqu'au bout ! On a 3 motions, après, les gars ! Il fait chaud. Allons-y !

M. GAUTHIER : Simplement, Monsieur le Président. Enfin, je voulais saluer le « tour de passe-passe » que vous venez de réaliser…

M. le Président : Non… ! Pardon.

M. GAUTHIER : Ces dernières années, vous étiez toujours en train de vous plaindre, à juste titre, que le Département était obligé d'accompagner la rénovation de cette A77 et maintenant qu'il n'y aura plus besoin de « mettre au pot », vous dites que c'est une politique de l'État, et que finalement ça ne comptait pas. Alors, soit ça comptait avant, et ça doit compter derrière, soit ça ne comptait pas avant, et ça ne compte pas maintenant.

M. le Président : Ce n'est pas tout à fait ce que j'ai dit. C'est un peu comme souvent…

Très bien, donc l'avis de la Commission, pour le coup, mais les auditeurs en feront leur miel. C'est celle de Michel SUET. Alors…

M. SUET : Même punition : 1 abstention et 4 favorables.

M. le Président : Très bien. Après, on ne vote pas, puisqu'il s'agit de prendre acte.

Le Conseil départemental prend acte de la présentation du rapport d'activité des services 2025.

EXAMEN DES MOTIONS :

M. le Président : On a 3 motions.

MOTION N° 1 **ÉTUDIANTS EN MÉDECINE**

M. le Président : Alors, je commence par présenter rapidement la première, qui a été un truc assez surprenant. On a découvert que dans la torpeur de l'hiver, parce que les hivers sont doux maintenant, le décret n°2026-4 du 25 janvier 2026 supprimait la possibilité pour les collectivités territoriales de financer, ou de cofinancer en tout cas, les études des étudiants en santé, dans la mesure où ils étaient déjà, ou pouvaient être déjà accompagnés par une aide de l'État. Donc, tout à fait étonnant. Je vous rappelle qu'en 2025, la Nièvre a enregistré 67 installations de professionnels de santé pour 44 départs. On a eu un mal fou à obtenir les chiffres. Donc, un solde positif de 23 professionnels, qui est à rapprocher de l'installation de 37 professionnels de santé dans notre département, parmi lesquels 28 médecins généralistes et 12 professionnels de santé boursiers doivent encore s'installer dans la Nièvre d'ici 2028, et 7 dès cette année, en 2026.

Donc, ce qu'il est évidemment demandé, c'est que ce décret soit abrogé, et que l'on permette aux collectivités, donc à la nôtre, de poursuivre l'accompagnement de ces étudiants en médecine, dont on voit qu'ils portent un résultat très concret sur les installations et l'accès à l'offre de soins dans notre département.

Je ne sais pas si cela suscite des commentaires particuliers, je suppose qu'on est unanimes pour adopter cette motion et l'adresser au ministre de la Santé.

La motion « Étudiants en médecine » est adoptée à l'unanimité.

M. le Président : Daniel BARBIER nous présente les deux autres motions, s'il les a sous la main. L'une qui continue le travail qu'il a fait pour le compte des Maires de la Nièvre, pour défendre la Poste, le service public de la Poste, et l'autre sur le gel de la DSID, donc la dotation de solidarité aux investissements des Départements, dont nous venons de parler.

MOTION N° 2 **LA POSTE**

M. BARBIER : Alors, en ce qui concerne la Poste, la situation est quand même très compliquée au niveau national. Je vais essayer de résumer.

Il se trouve qu'effectivement, au niveau de l'AMF, j'ai été désigné en tant que président d'AD58 avec 5 autres collègues pour participer à l'Observatoire national de la présence postale, et les réunions qui ont eu lieu jusqu'à maintenant, avec la Poste, ne se passent pas dans un

climat de sérénité très enviable et très envié. Pour une simple et bonne raison, c'est qu'aujourd'hui, et c'est historique, il y avait une cosignature entre l'Association des Maires de France, la Poste et l'État, sur contrat qui est généralement d'une durée de 3 ans, et le dernier contrat aurait dû prendre fin le 31/12/2025. Mais il ne vous a pas échappé qu'il y avait un renouvellement au niveau de la gouvernance de la Poste, et par conséquent, à la demande de la Poste, une prorogation de ce contrat d'une durée de 1 an avait été envisagée, et donc devait se terminer le 31/12/2026. Pendant ce temps-là, les termes qui ont été affichés par les 3 partenaires ne sont pas forcément respectés, et le maintien des 17 000 points de contact qui avait été envisagé et acté dans ce document, aujourd'hui est remis en cause. Un avenant avait été présenté au mois de juin dernier, à l'AMF, avenant que nous avons refusé à l'unanimité au niveau du Comité directeur de l'Association des Maires de France. Et pourquoi est-ce que nous l'avons refusé ? C'est parce que souvent, un avenant, pour une période limitée de quelques mois, puisque je vous rappelle que ce contrat arrive à échéance le 31/12 – c'est vraiment très technique, et c'est à la marge. Et là, en fait, ce n'était pas du tout la proposition qui avait été faite, puisque les modifications envisagées étaient réellement importantes et remettaient en cause la structure même de ce qui avait été acté.

Pour étayer mon propos, 2 ou 3 exemples : réduction à nouveau des horaires d'ouverture de la plupart des bureaux de poste, fermeture d'un certain nombre d'agences postales, dont celles dont le bail vient à expiration (on a un exemple dans le département, nous aujourd'hui c'est Saint-Laurent-l'Abbaye), une migration très forte des agences postales communales vers des points relais que peuvent être les commerçants.

Alors, pourquoi est-ce qu'il y a une incitation forte d'aller vers ce genre d'exercice ? C'est parce qu'aujourd'hui, l'État verse 15 000 euros pour une agence postale communale, mais il ne verse que 5 000 euros pour un commerce qui accueille la même activité. Et donc, l'objectif qui a été affiché par la Poste, c'est de dire : si nous faisions cet exercice-là, cela nous permettrait d'économiser 26 millions d'euros au niveau national, en année pleine. Et puis, c'était aussi l'occasion de revisiter donc très sérieusement, ce que l'on fait déjà tous les 2 ans (vous savez que vous avez un bureau de poste centralisateur sur vos communes, les horaires sont déjà revisités à la baisse à chaque fois tous les 2 ans), et là c'était de dire, on peut les revisiter tous les 6 mois. Donc, on n'était vraiment plus sur des considérations vraiment très techniques, ce qui explique la position unanime de l'Association des Maires de France par rapport à ça.

Deuxième élément, pourquoi est-ce que nous en sommes arrivés là ? Parce que je vous rappelle que dans ce contrat de présence postale, en fait, l'État a pris des engagements, et notamment un financement de 174 millions d'euros annuellement sur la durée de ce contrat au titre de la mission d'aménagement du territoire auprès de la Poste. Et il y a

également un deuxième fait, service universel, portage 6 jours sur 7, etc. Or en loi de Finances, évidemment, il y a eu un coup de rabot, qui fait qu'aujourd'hui, nous ne sommes plus à 174 millions tel que c'est acté, mais à 122. Et donc, effectivement, il y a une situation d'étranglement qui met le partenaire qu'est la Poste dans une situation très compliquée.

Donc, il ne s'agit pas de nier des évidences, parce qu'on voit bien qu'aujourd'hui, on a un certain nombre d'agences postales dont l'activité est quasi nulle. Il y a 2 000 agences (2 082 si mes souvenirs sont bons), d'agences aujourd'hui qui ont moins de 2 usagers par jour. Donc, il y a une réalité qui est là, aussi. Il y a une forte concurrence, notamment sur le portage des colis. Il est vrai qu'aujourd'hui, les lettres d'amour qu'on reçoit par la poste sont assez rares, c'est plutôt les factures, et encore, maintenant elles sont de plus en plus dématérialisées. Donc, il est vrai que le paysage au niveau postal a complètement évolué et est bouleversé. En tout état de cause, ça va quand même beaucoup plus loin que ça, c'est qu'on se demande aujourd'hui (on a une réunion le 8 juillet encore au siège de la Poste, à Paris avec l'AMF et l'État), s'il y aura un projet de contrat de présence postale de signé pour les 3 ans qui viennent.

Donc, on est vraiment dans une situation de blocage actuellement, et ce que nous souhaitons partager avec vous et alerter, c'est que certes, il y a des évolutions qui sont imparables et on n'est pas complètement « idiots » et fermés, mais en tous les cas, ce qu'on veut, c'est réaffirmer notre soutien. Le fait quand même qu'il y ait un contrat de présence postale pour les 3 années qui viennent nous semble sécurisant pour tous les partenaires, et surtout, forcer la main de l'État, pour qu'il revienne à de meilleures considérations, parce qu'il est vrai qu'aujourd'hui, il n'honore pas les engagements pris et contractualisés par rapport à ce contrat de présence postale.

Voilà résumée à grands traits la situation. À mon avis, on n'a pas fini d'en entendre parler, parce que les Commissions départementales de présence postale sont en cours de renouvellement, suite aux élections municipales. On peut penser qu'elles vont être installées dans tous les départements français à peu près au plus tard en septembre, octobre. Jusqu'à maintenant, il faut savoir qu'elles avaient à leur main une enveloppe qui permettait de financer un certain nombre de travaux d'investissement et d'amélioration dans les bureaux de poste et les agences, et qu'aujourd'hui, il n'y aura pas un centime à la main des CDPPT pour l'année 2026. Donc, on est passés de 27 millions à zéro. Voilà, au niveau national. Donc, cela veut dire que vous allez forcément en entendre parler dans les jours ou dans les semaines qui viennent. Donc, l'idée, c'est de dire aussi, certes, on se remet autour de la table, on essaie de voir ce qu'il est possible de faire, mais en tous les cas, soyons vigilants.

M. le Président : Très bien, merci beaucoup, Daniel, pour cette présentation dense et précise. Merci de ton engagement.

Est-ce que ça appelle un débat ? Oui, Anouck CAMAIN.

Mme CAMAIN : Je fais partie de la CDPPT, on en a parlé avec le Président Jany SIMÉON, qui du coup ne sera pas reconduit. Est-ce qu'il ne serait pas opportun, comme il est encore Président – le Vice-Président, c'est Hicham BOUJLILAT – de réunir la CDPPT avant septembre, pour essayer de faire quelque chose ? Parce que je crois qu'il y a des bureaux de poste qui devaient être fermés sans consultation, et du coup on n'était pas d'accord.

M. BARBIER : Alors, plusieurs éléments. Premièrement, aujourd'hui il a été acté qu'au niveau de l'Observatoire national de la présence postale, qui est présidé aujourd'hui par TRAVERT (son prénom, c'est comment… ? L'ancien ministre, député du… Morbihan, je crois), Stéphane TRAVERT. Il va adresser normalement dès aujourd'hui à tous les présidents de CDPPT un courrier qui relate un petit peu ce que je viens de vous raconter. Premier point.

Deuxième point, donc les CDDPT sont en cours de renouvellement, mais elles seront officiellement installées pendant septembre-octobre. Troisièmement, par rapport à la Nièvre, nous sommes alertés, me semble-t-il, par deux situations : Saint-Laurent-l'Abbaye, qui a priori n'a pas réagi et aurait reçu un courrier déjà au mois de septembre dernier, mais l'équipe municipale n'avait pas réagi, et donc on arrivait en fin de bail, et donc aujourd'hui a priori il n'est pas envisagé de reconduire le bail. Et la deuxième commune qui est impactée, c'est Beaumont-la-Ferrière, où là il est envisagé un transfert d'une agence postale communale vers un commerce, qui pose un petit souci, c'est que le commerce est tenu par Madame le Maire. Voilà. Enfin, ce qui pose souci… oui, ça interpelle.

Voilà les deux situations à ma connaissance dans le département. Peut-être qu'il y en a d'autres, mais je ne suis pas au courant. Et dernier élément, c'est qu'on vient de changer d'interlocuteur aussi au niveau départemental, puisque c'est M. HOYAUX qui a pris lieu et place de l'ancien interlocuteur. M. FÉTIVAUX.

M. le Président : Il est nivernais, alors c'est mieux… Bref.

Sur ce sujet-là, on est d'accord, j'imagine ? Pas de problème. Parfait.

La motion « La Poste » est adoptée à l'unanimité.

MOTION N° 3 **GEL DE LA DSID**

M. le Président : La dernière motion, sur la DSID, là aussi, j'imagine qu'on va faire consensus. C'est important de la présenter en quelques mots, Daniel.

M. BARBIER : Là, c'est tout simplement qu'on a appris sans grande surprise le gel de la dotation de soutien à l'investissement des Départements. Une enveloppe qui a tendance à fondre chaque année, mais ce coup-ci, en plus un petit coup de rabot supplémentaire, et vous n'ignorez pas, évidemment, que cette dotation est importante pour nous, puisqu'elle nous permet de réaliser un certain nombre d'investissements, et que l'investissement est toujours important pour un Département, notamment un Département rural.

Donc, on fait comme tous les Départements, on dénonce cette situation en demandant au moins le maintien de cette DSID.

M. le Président : C'est parfaitement résumé. « Mister » GAUTHIER, on est OK aussi ? Parfait.

La motion « Gel de la DSID » est adoptée à l'unanimité.

M. le Président : Je vous remercie. On a adopté ces 3 motions à l'unanimité. On se retrouve avant la période, je n'ose pas dire d'été, mais… pour une dernière Commission permanente, le 6 juillet à 9 h 30, à la fraîche. Voilà.

Faites attention à vous : 2,5 litres d'eau pour les hommes, 2 litres pour les femmes.

M. BARBIER : Et on enchaîne par une petite Commission d'appel d'offres pour ceux qui ont de l'appétence pour ce type de dossiers !

La séance est levée le 22 juin 2026 à 16 heures 20.

ADOPTÉ le 21 septembre 2026.

Jérôme MALUS
Secrétaire de séance

Fabien BAZIN
Président du Conseil départemental